



Le Guide des Etudes en Sciences Sociales :

**L'outil indispensable pour toutes les formations de
Droit, AES, Eco-G et IAE**

AES



IAE



Les codes LexisNexis

DROIT VERS

LA RÉUSSITE !

Commandez dès maintenant
sur etudiant.lexisnexis.fr

- ▶ Renommée et expertise des **auteurs**
- ▶ **Richesse** et **pertinence** des annotations
- ▶ **Exhaustivité** des textes législatifs et réglementaires
- ▶ Version **eBook** incluse



▶ À jour de la réforme J21

LexisNexis SA - 141, rue de Javel - 75147 Paris cedex 15 - 552 029 431 RCS Paris - 17ACASV0412

- ▶ Code civil : **19,90€** + Livret comparatif « réforme du droit des contrats » **OFFERT !**
- ▶ Codes pénal, procédure pénale, procédure civile, commerce : **34,90€**
- ▶ Choix de jaquettes amovibles pour **personnaliser votre code**



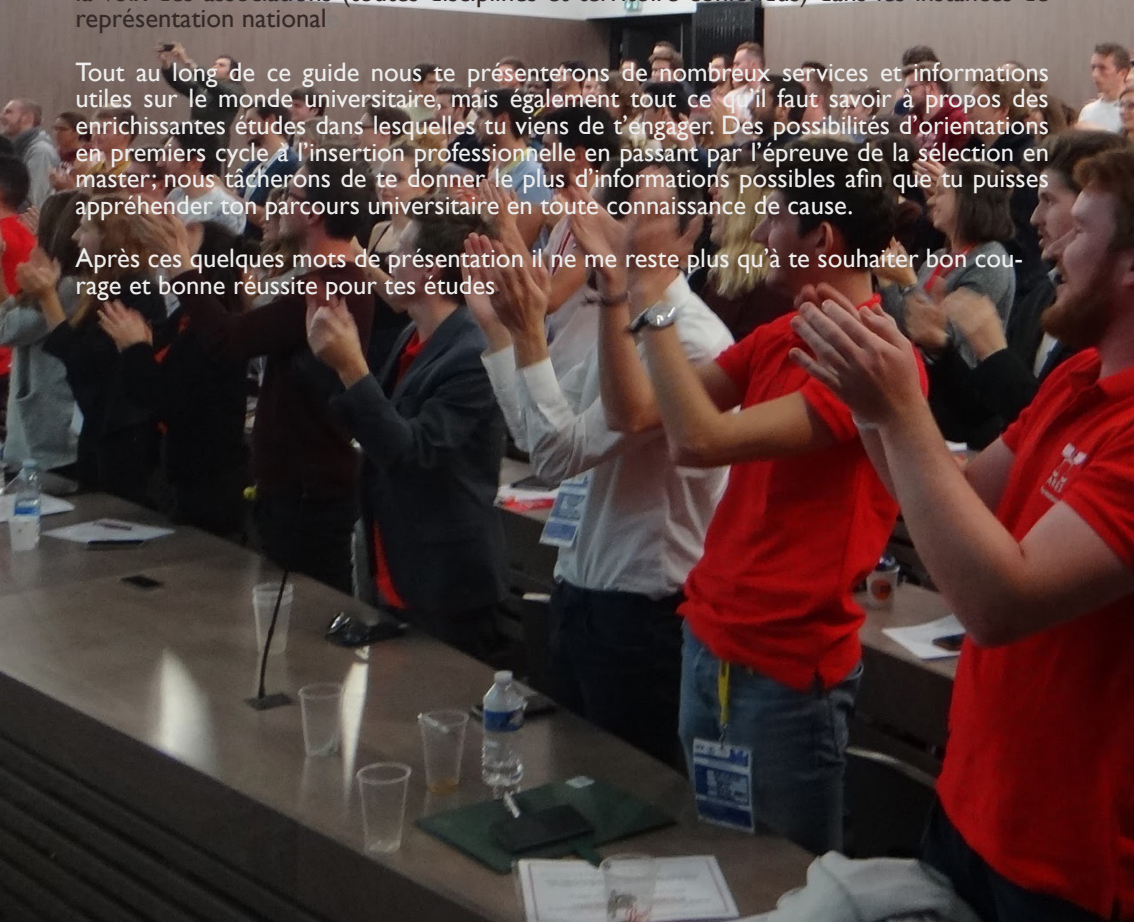


Bonjour à toi qui vient de nous rejoindre dans ce vaste lieu qu'est l'université. Nous sommes là pour te guider et t'accompagner tout au long de ta vie d'étudiant. « Nous », c'est l'ARES, la fédération nationale des Associations Représentatives des Étudiants en sciences Sociales. Nous sommes tout un réseau d'associations d'étudiants en économie, gestion, droit, AES et IAE sur toute la France. Peu importe où que tu sois, tu trouveras toujours quelqu'un de notre réseau pour t'aider durant ton parcours universitaire. Tu peux aussi contacter directement la fédération via l'adresse mail secretariat@federe-ares.org. Nous nous tiendrons disponible pour tous renseignements durant ton parcours universitaire ou simplement si tu souhaites en savoir plus sur les possibilités d'engagement et ton association locale.

Notre fédération en quelques chiffres c'est une soixantaine d'associations, 300 représentants étudiants présents dans les différents conseils et 400 000 étudiants représentés. Les associations du réseau de l'ARES agissent au quotidien pour améliorer les conditions d'étude en sciences sociales. Notre organisation s'est construite autour d'une volonté commune de créer des événements pour les étudiants tout en offrant une qualité de service par les pairs via la proximité des associations. Cette double action par le projet et la représentation est l'essence de notre fonctionnement. Cette représentation est notamment possible via notre adhésion à la FAGE, première organisation étudiante de France, qui porte la voix des associations (toutes disciplines et territoire confondus) dans les instances de représentation national

Tout au long de ce guide nous te présenterons de nombreux services et informations utiles sur le monde universitaire, mais également tout ce qu'il faut savoir à propos des enrichissantes études dans lesquelles tu viens de t'engager. Des possibilités d'orientations en premiers cycle à l'insertion professionnelle en passant par l'épreuve de la sélection en master; nous tâcherons de te donner le plus d'informations possibles afin que tu puisses appréhender ton parcours universitaire en toute connaissance de cause.

Après ces quelques mots de présentation il ne me reste plus qu'à te souhaiter bon courage et bonne réussite pour tes études



Général

Service Public	p5
Droits des étudiants.....	p6
Service à l'étudiant.....	p7
Présentation des études en sciences Sociales	p8
Présentation de l'Université	p8

AES

Formations.....	p9
Débouchés professionnels.....	p13

Droit

Formations.....	p15
Concours.....	p20
Débouchés professionnels.....	p23

Economie-Gestion

Formations en économie.....	p29
Formations en gestion.....	p32

IAE

Formations.....	p35
Débouchés professionnels en Eco-G.....	p37

Mobilité dans le supérieur.....	p43
--	------------

Aide à l'Insertion Professionnelle.....	p45
--	------------

ZOOM SUR :

E-réputation.....	p5
Engagement dans le supérieur.....	p6
Concours National d'Eloquence.....	p12
Portefeuille d'Expérience et de Compétence.....	p28
Conseil National d'Economie Gestion.....	p31
Catégories de la fonction publique.....	p40
Réseau Alumni.....	p42

La notion de service public

L'enseignement supérieur regroupe l'enseignement dans les universités, les instituts universitaires de technologie (IUT), les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), les sections de techniciens supérieurs (STS), les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), les écoles paramédicales, les écoles d'ingénieurs, de gestion, de commerce, de vente et comptabilité et sociales, etc...

Le service public de l'enseignement supérieur contribue au développement de la recherche, support nécessaire des formations dispensées, et à **l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel** de la nation et des individus qui la composent. Il participe également à la croissance régionale et nationale dans le cadre de la planification, à l'essor économique et à la réalisation d'une politique de l'emploi prenant en compte les besoins actuels et leur évolution prévisible mais aussi à la réduction des inégalités sociales ou culturelles et à la réalisation de **l'égalité entre les hommes et les femmes**.

L'enseignement supérieur doit se conformer aux **trois grands principes du service public** et notamment le principe d'**égalité** devant le service public. Cela signifie que toute personne a un droit égal à l'accès au service, participe de manière égale aux charges financières résultant du service (égalité tarifaire sauf pour les services facultatifs, tels que les écoles de musique par exemple), et doit être traitée de la même façon que tout autre usager de ce service. Ainsi, comment peut-on accéder à l'enseignement supérieur ? Comme pour la majorité des étudiants, l'utilisation de la plateforme « Admission Post Bac », plus connue sous l'acronyme APB est un passage obligé avant d'arriver dans l'immensité de l'Enseignement Supérieur. L'analyse des derniers chiffres de la plateforme montre une augmentation de 4,9% du nombre de candidats inscrits pour la rentrée universitaire 2017-2018.

La question de l'accessibilité pour tous à l'Enseignement Supérieur se montre alors de plus en plus complexe puisque le nombre d'étudiants augmente inexorablement et les facultés ne peuvent pas répondre à cette affluence.

"L'ARES oeuvre au quotidien en étant force de proposition sur la formation des étudiants en Sciences Sociales afin d'aider les facultés à répondre à cette affluence"

Le parcours LMD

L comme licence, **M** comme master et **D** comme doctorat. Simple et lisible dans le monde entier, le sigle **LMD** a su marquer son empreinte dans le paysage de l'enseignement supérieur français depuis le Processus de Bologne de 1999. Ces trois lettres sanctionnent respectivement 3, 5 et 8 années d'études à l'université, trois niveaux d'études reconnus sur le plan européen. Ce système s'inscrit dans l'architecture des études supérieures européennes et ouvre les portes de tous les cursus dans plus de **45 pays signataires**.

Le système LMD se base sur les **ECTS**, acronyme anglais European Credit Transfer Union ou système européen de transfert de crédits. L'ECTS est une unité de mesure des diplômes commune à tous les pays participants. L'ECTS garantit la reconnaissance académique des études à l'étranger par un système permettant de mesurer et de comparer les résultats académiques de l'étudiant et de **les transférer d'un établissement à un autre ou même d'un pays à un autre**.

Les études supérieures universitaires commencent avec la licence qui se déroule en trois ans et permet de développer un large panel de compétences. Psychologie, informatique, lettres modernes, communication, physique, droit... : de nombreux cursus sont disponibles. Ils vous permettent de découvrir différentes spécialités et vous offrent un large socle de connaissances.

L'accès en première année de master n'est pas forcément automatique pour les étudiants ayant obtenu leur licence, des prérequis peuvent être exigés dans certaines filières et une sélection peut être mise en place en M1. Les capacités d'accueil sont limitées et chaque formation applique sa propre procédure de recrutement. **Cette pluralité de modalités de sélection est illisible pour les étudiants**, et il est important de bien se renseigner sur les conditions d'admission.

Après le master, tout étudiant ayant validé ses ECTS peut effectuer un **doctorat** et obtenir un diplôme de niveau bac +8. Il s'agit de la plus haute marche universitaire. Il se prépare en trois années et permet d'accéder au grade de docteur. Pendant ces années de formation, les étudiants sont **intégrés à une équipe de recherche**. Ils planchent ainsi sur leur sujet de thèse. Ils doivent ensuite rédiger cette dernière, puis, la soutenir devant un jury de professionnels. L'occasion pour eux de mettre en avant les recherches effectuées durant ces trois années.

ZOOM SUR :

l'E-Réputation :

Il est désormais courant que les recruteurs cherchent sur les réseaux sociaux des informations sur un potentiel futur employé. Tu dois donc être irréprouvable sur l'image que tu renvoies et donc faire attention qu'il n'y a pas de photos de toi dans des états peu présentables ou des publications qui peuvent porter à débat



Les droits des étudiants

Césure

Parce que cursus universitaire ne rime pas forcément avec la validation d'un diplôme le plus rapidement possible, la **césure** est une période basée sur le volontariat pendant laquelle tu peux décider de suspendre ta formation pour acquérir une expérience extra-universitaire (travailler, faire un stage, s'engager, partir à l'étranger). Les modalités diffèrent selon les universités mais en général, tu peux la choisir à n'importe quel moment de ton parcours. La césure débutera au début d'un semestre.

Il existe différents cas de césure qui peuvent être :

- Cas d'une césure dans une autre formation
- Cas d'une césure pour de l'entrepreneuriat
- Cas d'une césure en milieu professionnel
- Cas d'une césure dans le cadre d'un engagement (associatif par exemple)

Ta scolarité est alors suspendue pour la durée de la césure, ta réintégration est en outre garantie à la date prévue au sein de la formation que tu effectuais avant la césure, y compris dans les formations sélectives.

Un étudiant reste toutefois inscrit dans son établissement durant la césure, et garde ainsi la plupart des avantages liés à son statut d'étudiant. Le droit à la bourse peut être maintenu sur décision de l'établissement, la protection sociale reste également la même.

L'engagement personnel, mais également des contraintes économiques, sociales, citoyennes, autant de choses que l'on ne peut parfois pas éviter

lorsqu'on est étudiant. Afin de faciliter ta réussite et pour reconnaître une certaine justice aux étudiants qui ont à vivre ces aléas, **il existe les Régimes Spéciaux d'Études (RSE).**

Les RSE sont des aménagements d'études spécifiques proposés à des catégories d'étudiants afin qu'ils puissent réunir toutes les conditions nécessaires à leur réussite universitaire.

Tu es un étudiant éligible aux RSE si tu es :

- Un étudiant salarié.
- Un étudiant engagé dans la vie d'établissement/étudiante/associative.
- Un étudiant sportif ou artiste de haut niveau.
- Un étudiant ne pouvant pas suivre sa formation dans les conditions prévues telle une situation de handicap, enceinte, chargé de famille, engagé dans d'autres cursus ou encore éloigné de son lieu d'étude.

Les modalités pédagogiques spéciales concernant les RSE sont fixées par les Commissions de Formation et de Vie Universitaire de ton université et sont donc variables. Afin de connaître ces modalités, il te faut te renseigner auprès des services de l'université à laquelle est rattachée ta formation.

Voici des modalités indicatives qui peuvent être pratiquées :

- De l'étalement du rythme de la formation sur une ou plusieurs années.
- D'une dispense d'assiduité.
- D'aménagement des horaires ou des groupes de TD/TP.
- L'ajout d'un tiers-temps, d'un secrétariat personnel, le prêt de matériel spécialisé pendant une épreuve.
- L'aménagement des modalités de contrôle des connaissances et des compétences.

ZOOM SUR :

L'engagement dans l'Enseignement supérieur :

Les universités sont le foyer d'une vie étudiante qui est tout aussi importante que la formation qu'elles dispensent. Grâce à cela, il développe des compétences qui doivent aujourd'hui être valorisées dans le cursus lorsqu'il est bénévole associatif, en service civique, sapeur-pompier, dans la réserve ou élu étudiant.

Les associations étudiantes font la vie de l'Université tous les jours. Par leurs événements, elles contribuent à la cohésion et à la vie sociale des étudiants. Elles peuvent également les défendre par les représentants élus dans les conseils de l'Université ou du CROUS.

Surtout, l'engagement d'un étudiant est une découverte pour toute sa vie. Il va te permettre de voir le monde sous un autre angle et il est essentiel aujourd'hui. Obligatoirement reconnu par toutes les universités, il est tout aussi important que la formation car il développera les valeurs et l'ouverture d'esprit. Chaque engagement est bon à prendre, chaque engagement fera de toi un étudiant accompli.

Services à l'étudiant : CROUS / Services universitaires généraux

Comme beaucoup d'étudiants, tu vas sûrement être amené à manger au moins une fois au **Restaurant Universitaire**, ou encore à vivre dans une **résidence universitaire**.

Ces deux choses font partie des missions du CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires), dont l'objectif est d'assurer services et assistance aux étudiants.

Ses objectifs, le **CROUS les déclinent en 7 branches** : l'accès à la culture, le logement, la

restauration, l'accueil et accompagnement des étudiants internationaux, la bourse, les actions sociales/la santé et l'emploi des étudiants.

Les bourses universitaires, gérées par le CROUS, permettent aux étudiants en difficulté d'avoir un supplément de revenu. Pour pouvoir bénéficier de cette aide, il te suffit de remplir le **DSE, le Dossier Social Etudiant**. En général, celui-ci est à remplir entre le mois de janvier et le mois de mai de l'année précédente.

Comme tu peux le voir, le **CROUS** agit donc sur de nombreux domaines. Autant de domaines dans lesquels le CROUS va agir afin de rendre ta vie d'étudiant plus agréable.



L'ARES, au Séminaire National des Elus Etudiants de la FAGE (SNEE), un temps d'échange et de formation où les Elus débattent des problématiques qui touchent les étudiants



Présentation des études en sciences sociales

Les études en sciences sociales peuvent paraître vastes et diffuses, toutefois elles demeurent intrinsèquement liées. Par exemple l'économie mondiale va créer du droit, ou encore tout un tas de normes juridiques régissent la gestion administrative des entreprises. Il apparaît donc pertinent de se créer un socle commun de bases solides puis d'opérer une spécialisation progressive. C'est en partie pour cette raison que nous avons fait le choix de ne proposer qu'un seul guide qui regroupe toutes les informations et les débouchés pour chaque filière de sciences sociales.

Bien que différentes selon les Universités, il faut savoir que de multiples passerelles sont possibles entre les différentes filières en début de cursus et lors du passage au cycle Master (par exemple des licences d'AES peuvent donner suite à des Masters d'économie ou de droit suivant les cas, mais ce n'est bien entendu pas le seul exemple).

Si tu souhaites en savoir plus de ce côté-ci, tu peux te rendre sur le site (www.carto-master.org) où tu trouveras l'ensemble de l'offre de formation en Sciences Sociales. **Tu peux également te rendre au service d'orientation de ton Université (BAIP) ou nous contacter via notre adresse secretariat@fedea-ares.org**

Présentation de l'Université :

La gouvernance des universités est établie de façon à assurer une participation des étudiants dans le fonctionnement de celle-ci. Elle est organisée tel qu'il suit :

Conseil Nationale pour
l'Enseignement Supérieur
Et la Recherche (CNESER)



Conseils centraux de l'université

Conseil d'Administration (CA)



Commission de la
Formation et de la Vie
Universitaire (CFVU)



Commission de
Recherche (CR)



Conseil Académique (CAC) => élit vice président Etudiant



Conseils de composantes (UFR,
IAE...)



Conseils dans lesquels sont présents des étudiants

Tous les deux ans, des élections ont lieu pour élire les représentants étudiants des conseils des services centraux de l'université. Durant cette période, tu seras donc amené à voter pour la liste qui selon toi représentera au mieux tes intérêts. Lors de ces élections, l'ARES dépose des listes d'élus motivés et de toute conviction politique pour opérer une représentation différente que s'allie de services à l'étudiant tel que l'édition de ce guide.

Retrouver plus d'informations sur la représentation étudiante et sur le mouvement associatif indépendant sur le site de la FAGE



La licence AES

La licence AES, c'est une licence pluridisciplinaire ! Pourquoi avoir un bagage aussi pluridisciplinaire ? La licence AES a été créée en 1973 à Brest. L'objectif était, à cette époque, de répondre aux besoins des entreprises et des administrations pour avoir des cadres dynamiques et polyvalents, maîtrisant à la fois des connaissances et des méthodologies diverses et variées.

De ce fait, la filière AES permet de s'insérer avec facilité dans le monde professionnel grâce à cet équilibre subtil de connaissances juridiques, économiques et sociologiques, mais aussi grâce à des compétences en gestion, en informatique et en langues. Ce parcours permet d'accumuler un nombre de connaissances et d'apporter un panel de compétences utiles aux besoins des administrations et des entreprises.

En résumé, l'AES est une filière consciente des problématiques socio-économiques contemporaines. Elle a su s'adapter à la tertiarisation de la structure de l'emploi et continue à le faire et permet, par les différents champs d'actions auxquels elle a attiré, d'insérer professionnellement les étudiant(e)s qui s'y engagent. Les défis du monde professionnel ne sont jamais cantonnés à une seule facette et cela tombe bien car les études en AES ne le sont pas non plus !

La spécialisation en Licence AES

Comme nous l'avons vu auparavant, la licence AES répond aux besoins du territoire. Tu trouveras ainsi un certain nombre de parcours de formations et de disciplines variées sur chaque territoire. Il est donc important de bien te renseigner pour choisir un parcours qui te correspond et qui correspond à tes attentes.

Une des spécificités de la licence AES est la spécialisation progressive. Cela signifie qu'à mesure des années, tu vas affiner ton parcours et choisir ton orientation. Lors de tes deux premières années de licence, tu vas suivre un parcours commun avec tous les autres étudiants mais dès la troisième année, tu vas pouvoir choisir une spécialité. De nombreux parcours existent avec chacun ses spécificités. Nous te laissons découvrir ces parcours en quelques lignes.

Administration Générale des Entreprises : Le parcours "Administration Générale des entreprises" (AGE) forme des étudiant(e)s capable d'assurer toutes les fonctions que demande une entreprise, assurant les principales responsabilités demandées dans les organismes privés.

Administration Générale et Territoriale : Le parcours "Administration Générale Territoriale" (ou des territoires) (AGT) propose un panel de formations axé sur les autorités publiques. Il prépare l'étudiant à postuler aux concours des administrations de l'Etat. Il est orienté sur le domaine juridique, étude du territoire et sciences politiques.

Le parcours "Administration Gestion Sanitaires et Sociales" (AGSS) prépare les étudiant(e)s aux métiers de la fonction publique hospitalière, aux fonctions de cadre dans le secteur sanitaire et social (comme les EPHAD, les hôpitaux, les organismes d'insertion, etc.).

Commerce et Affaires Internationales : Les métiers liés au commerce (transitaire, inspecteur ou contrôleur des douanes, logisticien...) et aux affaires internationales (conseil juridique, négociateur international, fonction publique internationale) dans le secteur privé et public.

Développement social : Le parcours Développement Social forme des cadres de l'intervention sociale et culturelle dans des fonctions d'expertises et de montage de projet.

Ressources Humaines : Prépare les étudiants à la gestion administrative du personnel mais aussi à la gestion des procédures de recrutement, au développement de l'information et de la communication dans l'entreprise, à veiller aux conditions générales de travail et d'application de la législation sociale.

Enseignement : Le parcours Enseignement se caractérise par la formation des étudiant(e)s aux métiers du professorat.

Pour plus d'informations sur les licences en AES, rendez-vous sur la cartographie des licences réalisée par l'ARES :

www.cartographie.fede-ares.org



Portefeuille d'Expériences et de Compétences

De l'expérience... à la compétence



Plus d'informations sur

Tu veux trouver la bonne licence en sciences sociales ?

<http://cartographie.fede-ares.org/>

Les concours à bac +2, bac +3

La filière AES est une filière qui aborde plusieurs champs disciplinaires. De ce fait, elle te permettra de passer un certain nombre de concours.

Dans un premier temps, via la formation en économie-gestion dispensée au sein de la filière, il t'est tout à fait envisageable d'intégrer un IAE (Institut d'Administration des Entreprises). Ces IAE recrutent le plus souvent sur dossier après avoir passé le score IAE qui évalue ta culture générale, les mathématiques, le français et l'anglais. L'étude de ton dossier universitaire est très importante, tout comme ta lettre de motivation qui s'avère déterminante.

En parallèle de ces concours qui permettent de poursuivre tes études, l'obtention d'un Bac +2 ou Bac +3 te permet de candidater dans plusieurs domaines de la fonction publique. C'est d'ailleurs à l'issue de ta Licence que tu pourras, si tu le souhaites, intégrer un IPAG (Institut de Préparation à l'Administration Générale), qui comme son nom l'indique te préparera principalement aux concours de la fonction publique de catégorie A. Par exemple, en entrant à l'IPAG, tu pourras par la suite tenter le concours d'inspecteur des impôts, le concours des douanes ou encore celui d'agent administratif.

Les licences professionnelles

Si tu souhaites te spécialiser davantage et acquérir des compétences professionnelles pour t'insérer rapidement sur le marché du travail sans passer par la case master, alors la licence professionnelle est faite pour toi.

La licence professionnelle s'adresse à des titulaires d'un bac + 2. La licence professionnelle se déroule sur une année à plein temps. La filière AES propose différentes licences professionnelles en rapport avec la gestion, la comptabilité, le management mais aussi vers le secteur public.

Nous te proposons une liste de licences professionnelles en rapport avec la filière AES. Bien entendu, cette liste est non-exhaustive :

- **Métiers des administrations et collectivités territoriales :**

Cette formation répond à un objectif d'insertion professionnelle. Fortement ancrée en droit public, la formation vise à apporter aux étudiants une solide culture générale de l'administration ainsi que des contenus techniques indispensables à l'exercice de différents métiers dans la comptabilité, la gestion financière, l'action sociale...

- **Droit social et ressources humaines :**

Alliant théorie et pratique, cette licence donne tous les outils nécessaires à la gestion des salariés au sein de l'entreprise. A l'issue de cette formation, tu seras capable de garantir la conformité des pratiques RH avec l'environnement de l'entreprise, conduire et contrôler la gestion administrative du personnel, interpréter et appliquer le droit social, assurer la veille juridique et sociale...

- **Métier de la gestion et de la comptabilité :**

Cette licence professionnelle vise à doter les étudiants de compétences techniques dans le but d'une insertion professionnelle rapide. Elle répond au besoin de créer des spécialistes capables d'épauler les décideurs des organisations au pilotage opérationnel de la structure.

- **Management de Projets Événementiels :**

Cette licence professionnelle vise à former des personnes polyvalentes et pluridisciplinaires dans le secteur d'activité des salons, congrès, foires et événements de toutes sortes. Les diplômés pourront accéder principalement à des postes de gestionnaire ou d'organisateur de manifestations dans leur globalité.

- **Assistant en Ressources Humaines :**

Cette licence professionnelle forme des assistants ressources humaines opérationnels. Ceux-ci pourront ainsi œuvrer à l'amélioration de la gestion quotidienne des ressources humaines, assurer le suivi de l'évolution des lois. En bref, ils réaliseront des missions relatives à la gestion administrative du personnel et au développement des ressources humaines.

- **Gestion de la paie et administration :**

Cette formation va permettre aux étudiants de maîtriser des processus d'élaboration de la paie et d'administration du personnel. Elle vise une employabilité immédiate des étudiants dans ces métiers. Plusieurs compétences sont visées comme la détermination du salaire brut, le suivi administratif des dossiers individuels des salariés, la manipulation des logiciels de paies...

La poursuite d'étude en master

Si tu es désireux de poursuivre tes études pour deux années supplémentaires, tu peux continuer ton parcours en master. Plusieurs options s'offriront à toi et tu vas pouvoir t'orienter dans différents secteurs.

Ton choix de parcours en troisième année de licence peut être déterminant pour ta poursuite d'études. En AES, ce choix est d'autant plus déterminant puisque ton parcours en master sera orienté par ce choix. Il existe de nombreuses spécialités en master AES, et nous allons t'en présenter quelques-unes. Nous t'invitons également à te rendre sur la cartographie des masters réalisée par l'ARES pour savoir quelle spécialité existe dans ton secteur.

Le Master AES parcours « Action politique et politiques publiques » fournit une formation pluridisciplinaire sur les questions politiques. L'objectif est de permettre une appréhension de l'activité politique, à la fois dans son versant « conquête et exercice du pouvoir » et dans son versant « action publique » en mobilisant les concepts et les outils du droit, de la sociologie, de l'économie etc.

Le Master AES parcours « Développement Local et Économie des Transports » vise à former des professionnels polyvalents capables de maîtriser et de mettre en œuvre la diversité des compétences communes nécessaires dans les métiers du domaine du transport, et de l'aménagement du territoire. A l'issue de ce master, tu pourras analyser les contextes socio-économiques locaux et réaliser des expertises en vue de mettre en place des projets de développement local, de mobilité et d'économie solidaire mais aussi de communiquer avec différents acteurs et experts aux domaines de compétences divers.

Le Master AES offre une formation pluridisciplinaire centrée sur le thème du travail et des politiques sociales. Ce master permet d'entrer sur le marché du travail dans les métiers de l'administration de l'emploi et de la gestion des ressources humaines et des politiques sociales. Il prépare également aux concours de recrutement des fonctions publiques d'État et territoriales.

Le Master AES parcours « Administration d'établissements et services sociaux et médico-sociaux (A.E.S.M.S) vise à former des futurs cadres de direction d'établissements et services du secteur social et médico-social. Les débouchés dans ces domaines sont importants, notamment dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) mais aussi dans d'autres types d'établissements ou services d'aides à la personne.

Tu peux également intégrer des masters de droit, de gestion, de management. La pluridisciplinarité de la licence AES te permet en effet d'intégrer des formations plus spécialisées par la suite.

Le Master Management Public dispense une formation pour permettre aux étudiants d'intégrer des postes de cadre de la fonction publique et d'être opérationnels sur des fonctions d'administration générale grâce à une approche pratique. Il permet d'affiner des compétences incontournables pour évoluer dans la fonction publique et réussir les différents concours d'accès à celle-ci.

Le Master Droit privé vise à assurer aux étudiants une formation forte en droit civil et en droit des affaires. Il doit permettre aux étudiants de découvrir des segments du droit plus spécialisés et il intègre également une formation à dimension européenne et internationale. Enfin, il donne aux étudiants les connaissances fondamentales pour l'accès aux diverses professions juridiques à l'issue du Master 1 ou du Master 2.

Le Master Entreprise de l'économie sociale et solidaire te permet d'acquérir un socle général de compétences pluridisciplinaires, par l'apprentissage et la maîtrise d'outils d'analyse économique, de gestion et de droit. Il apporte une spécialisation en économie sociale et solidaire et développe la professionnalisation grâce à des intervenants professionnels, la visite de structures, la réalisation de projets et un stage de fin d'année.

Le Master Ressources humaines permet aux étudiants d'acquérir une solide culture générale et disciplinaire couvrant le champ des ressources humaines. Il permet de donner des compétences solides et communes concernant le management et la gestion des ressources humaines mais aussi des compétences plus approfondies en économie et en droit.

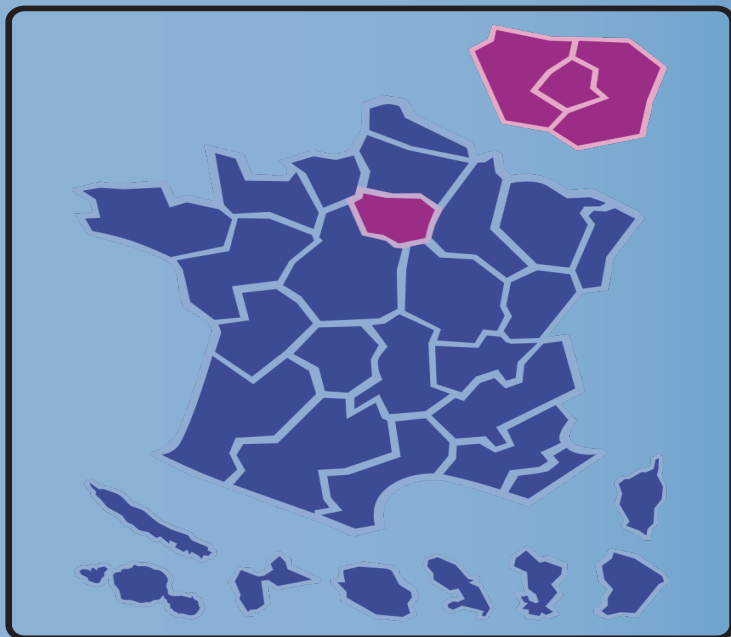
Le Master Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation du second degré (MEEF Second degré) consiste à former les futurs enseignants de Sciences Economiques et Sociales. Différentes compétences professionnelles sont à acquérir comme des savoirs disciplinaires tels que l'histoire de la pensée sociologique et économique mais aussi des savoirs didactiques et pédagogiques. Des compétences méthodologiques et transversales doivent être maîtrisées afin de garantir la réussite au concours d'enseignant en SES.

Pour plus d'informations sur les masters à la sortie d'une licence AES, rendez-vous sur la cartographie des masters réalisée par l'ARES :

www.carto-master.org



Carto-master.org
La plateforme de référence pour le choix de Master



<http://carto-master.org>

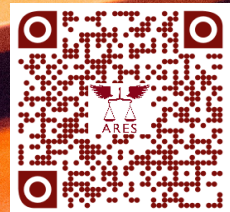
Zoom sur le Concours National d'Eloquence :

Les concours d'éloquence connaissant un succès grandissant, l'ARES a décidé de permettre aux finalistes de ces concours de s'affronter une dernière fois lors d'une grande finale nationale. Ainsi est né en 2015 le concours national d'éloquence.

Ce concours itinérant est l'occasion pour les candidats d'argumenter sur des sujets comme : « Peut-on être trop libre de s'exprimer » ; « Restos du cœur : une question d'assiette fiscale ? » ou encore « Ce qui est à moi est à moi, ce qui est à toi est négociable ».

Parce qu'il réunit les meilleurs étudiants orateurs de France, le concours national d'éloquence est le théâtre de joutes d'une grande qualité mais également un lieu d'échange entre des étudiants de filières et de villes différentes.

Que tu sois vainqueur du concours de ta faculté ou simplement curieux de découvrir l'éloquence, retrouves toutes les informations sur : www.concours-national-eloquence.fr



Plus d'informations sur :

Le secteur privé

La filière AES offre par sa pluridisciplinarité un large choix de professions dans le domaine privé. Les études en AES ouvre l'étudiant à de nombreux métiers dont la polyvalence est une des principales compétences. Voici une liste non exhaustive de professions vers lesquelles un étudiant en AES peut se diriger :

- **Responsable des ressources humaines**

Son objectif est de concilier nécessité économique avec les réalités sociales de l'entreprise. Il gère entre autres les contrats, les fiches de paie, les relations sociales au sein de l'entreprise. Il définit les politiques managériales et sociales performantes d'un organisme ou d'une entreprise. Le relationnel est une des principales compétences pour ce poste.

- **Consultant en finance**

Son objectif est de poser un diagnostic, rechercher et proposer des solutions pour améliorer le fonctionnement d'une Entreprise ou d'une Organisation. Pour ce faire, il audite les processus comptables et financier, interview et cartographie des processus, analyse les flux, participe à la formalisation du contrat et des plans de qualité. Pour ce poste un esprit d'analyse et de synthèse, une qualité d'argumentation écrite et orale, et des compétences de gestion sont requis.

- **Acheteur industriel**

Son objectif est de négocier des matériaux et/ou des produits consommables nécessaires à la production de l'entreprise, en fonction d'objectifs de volume, de coût et de qualité. Il sélectionne les fournisseurs, les contrats et est en charge par la suite du suivi de ceux-ci. Un acheteur industriel se doit d'être bon gestionnaire, bon négociateur et avoir de bonne connaissance juridique et informatique.

- **Responsable de zone d'export**

Son objectif est d'assurer le développement des ventes de son entreprise hors-France. Il procède à une recherche approfondie des marchés, prospecte, négocie les contrats et analyse les besoins. Il coordonne et veille sur les différentes branches de l'entreprise. Il lui est nécessaire de détenir des qualités

managériales, linguistiques, de négociateur et de mobilité.

- **Coordinateur de réseau**

Il pilote et coordonne l'activité du réseau d'agences, antennes et points de vente. Il harmonise les pratiques du réseaux (offre de services, merchandising, etc.), fait appliquer la politique commerciale, gère les équipes et fait remonter à la direction les attentes et les besoins. Pour cela, il doit maîtriser les technologies de l'information et de la communication. Il doit parler et écrire dans différentes langues.

- **Administrateur de bien**

Il gère le patrimoine immobilier de ses mandataires. En outre, il met en location les biens qui lui sont confiés. Il s'occupe des visites du logement, encaisse les loyers, facture et répartit les charges entre les propriétaires et leurs locataires. Il choisit les prestataires pour s'occuper de l'entretien ou des travaux du bien. Un administrateur de bien doit être à l'aise avec le droit immobilier et les techniques du bâtiment. Il peut se voir attribuer une fonction dans le syndicat de copropriété, et doit donc disposer de qualités en médiation, et avoir un certain sens du contact.

- **Chargé de clientèle**

Il est chargé de gérer un portefeuille de clients, généralement dans le domaine bancaire. Il doit fidéliser la clientèle, prodiguer des conseils et services personnalisés à celle-ci. Il prospecte afin d'élargir son portefeuille de clients. Il travaille en étroite collaboration avec le service marketing et le service vente de l'entreprise. Il doit détenir des qualités commerciales, relationnelles et une bonne expression orale. Il doit posséder une bonne capacité d'évaluation afin de cibler les besoins de sa clientèle.

- **Conseiller commercial**

Un conseiller commercial doit avoir un profil de vendeur. Sans passer ses journées dans un magasin, il doit sans cesse être aux aguets pour dénicher de nouveaux clients et faire connaître son employeur. Il doit s'assurer de la bonne vente des produits et prestations. Il peut être mobile ou travailler au bureau et il doit maîtriser les outils technologiques mis à sa disposition.

Fais des économies,
vends tes livres sur

swapbook

Echangez plus que des livres

swapbook

Disponible sur App Store

Pour plus d'infos, voir sur WWW.SWAPBOOK.FR

Le secteur public

A l'issue d'une licence AES, vous pouvez avoir accès à tous types de fonction publique : la fonction publique d'Etat, la fonction publique hospitalière et la fonction publique territoriale. Ces trois fonctions publiques sont segmentées en 3 catégories :

Catégorie A : conception, direction et encadrement de l'action publique ainsi que tous les corps d'enseignants.

Catégorie B : application et rédaction de l'action publique

Catégorie C : exécution de l'action publique

Pour y accéder, vous devrez réussir un concours ou bien bénéficier d'une reconnaissance de l'expérience professionnelle qui permet de substituer une expérience au diplôme requis. De nombreux emplois s'offriront alors à vous.

Une fois votre licence AES acquise, elle vous permet d'accéder, par voie de concours de catégorie A, aux fonctions de cadre de l'administration.

Voici quelques exemples de débouchés :

• **Attaché territorial**

L'attaché territorial devra choisir entre plusieurs spécialités et devra ensuite gérer une équipe ainsi qu'exécuter un travail administratif conséquent. Pour réaliser ses objectifs, il sera sur tous les fronts et enchaînera des réunions tout en réalisant des dossiers. Pour cela, il doit acquérir des compétences en administration générale, en ressources humaines, en gestion financière etc. Il devra également savoir travailler en équipe avec de nombreux acteurs.

• **Attaché d'administration hospitalière**

L'attaché d'administration hospitalière est un cadre de la fonction publique. C'est le responsable qui encadre les différents agents du service. L'attaché aura le choix entre plusieurs activités telles que la gestion, la réglementation, le contentieux, le contrôle. Pour mener à bien ses missions, il devra maîtriser le droit et l'économie mais aussi savoir écouter et négocier. L'attaché se doit également d'être le porteur des projets et de respecter l'esprit du service public.

• **Inspecteur des finances publiques**

L'inspecteur des finances publiques est responsable du recouvrement des impôts auprès des particuliers et met en application les contrôles fiscaux et les dossiers contentieux. L'inspecteur doit être chevronné en fiscalité et en droit. Il devra également être rigoureux, organisé, discret et habile négociateur en cas de conflit. Il devra également avoir le sens des ressources humaines.

• **Chargé de mission urbanisme et aménagement**

Le plus souvent exercé au sein d'une collectivité, ce poste de chargé de mission nécessite une vision globale de l'administration et des différents schémas territoriaux. Le chargé de mission est également sollicité pour faire le lien entre les partenaires locaux et les services de sa collectivité. Un grand sens de l'organisation et de la coordination sont nécessaires pour aider la collectivité à mettre en place ses ouvrages.

• **Chef de projet tourisme**

Autour de missions extrêmement variées, le chef de projet tourisme doit mettre en place une stratégie globale de développement touristique et dynamiser

un territoire. Il est possible de travailler au sein d'une mairie, dans un conseil départemental, c'est-à-dire auprès de nombreux acteurs locaux. Pour pouvoir exercer ce métier, il faut pouvoir être à l'écoute, faire preuve de curiosité tout en étant négociateur et diplomate. Un métier avec de multiples tâches variées.

• **Coordinateur budgétaire et comptable**

Son objectif est de réaliser et contrôler les procédures comptables et budgétaires d'une collectivité ou d'un grand service. Il réalise également les documents comptables et budgétaires correspondants. Pour ces missions, le coordinateur devra connaître les principes de fonctionnement des administrations publiques et maîtriser également le droit public, la comptabilité ainsi que certaines notions économiques. La gestion de logiciels comptables et bureautiques est également importante pour ce métier.

• **Enseignant**

Après tes études en AES, tu pourras t'orienter vers les métiers de l'enseignement. Principalement au collège et au lycée, le professeur se doit d'être pédagogue, et doit s'adapter sans cesse à sa classe et aux programmes. Il faut bien entendu avoir le sens du contact pour travailler avec des élèves, mais aussi faire preuve de patience et d'écoute. Pour la plupart des diplômés choisissant cette voie, il est parfois nécessaire de passer par une Ecole Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE) pour se préparer aux concours.

• **Ingénieur territorial**

Les ingénieurs territoriaux exercent au sein des régions, des départements, des communes d'une certaine taille, mais aussi des offices d'HLM, dans les laboratoires d'analyses chimiques et d'analyses de l'eau sans oublier l'intercommunalité qui absorbe un grand nombre de compétences techniques jusque-là dévolues aux communes. Les ingénieurs territoriaux assurent deux types de missions : la gestion de service technique et la conception, l'étude et la réalisation des chantiers de la collectivité.

• **Commissaire de Police**

Cadre de la Police Nationale, le commissaire de police dirige une école, un service mais peut également diriger un commissariat. Il aura pour mission de gérer des équipes, piloter des opérations, suivre l'action des enquêteurs en coordination avec les orientations politiques ministérielles. Le commissaire de police devra diriger ses équipes et gérer les actions de celle-ci. Il devra également assurer la sécurité publique et être adaptable en fonction du lieu de l'affectation et de son environnement.

• **Rédacteur territorial**

Le rédacteur territorial peut occuper des fonctions très diverses, correspondant à divers postes dans l'administration que ce soit à l'échelle régionale, départementale, communautaire ou municipale. Il peut gérer la paie et les carrières au service Ressources Humaines, être en charge du montage juridique et du suivi des programmes d'aménagements dans un service d'urbanisme... Le plus souvent, le rédacteur territorial est spécialiste dans un domaine qui demande des connaissances et des compétences particulières.

Les Formations en Droit

Capacité en Droit

La capacité en droit, donne aux non-bacheliers la possibilité de s'inscrire dans l'enseignement supérieur. C'est un diplôme d'Etat qui permet d'obtenir un niveau équivalent à celui du baccalauréat. Il faut être âgé de 17 ans au moins.

Cette formation en 2 ans se prépare à l'Université, souvent en cours du soir. Chaque année est sanctionnée par examen avec épreuves écrites et orales. Au programme : droit civil, droit commercial, droit administratif, droit constitutionnel, procédure civile et voie d'exécution, droit pénal et procédure pénale, économie politique, droit privé notarial, droit social, droit fiscal, informatique, anglais.

Les titulaires de la capacité en droit peuvent poursuivre leurs études à l'université en 1ère année de licence de droit (possibilité d'entrer en 2e année de licence selon les résultats à l'examen de la capacité), en 1ère année de DUT Carrières juridiques, ou DUT de Gestion des entreprises et des administrations, en BTS Notariat, de passer les concours de la fonction publique ou de compléter un autre diplôme par des connaissances juridiques de base.

Bac +1

Diplôme Universitaire (DU)

Contrairement aux autres diplômes universitaires, le Diplôme Universitaire (DU) ne s'inscrit pas dans le schéma classique des études à l'Université. Il est le seul à ne pas être soumis à une habilitation du ministère, il est directement délivré par l'université. De ce fait, le DU n'a pas vocation à être reconnu au niveau national.

A l'image de leur statut très particulier, les DU ont souvent vocation à illustrer une formation inédite voire innovante qui est propre à chaque université. La reconnaissance sur le marché de l'emploi dépendra du nombre d'années d'études effectuées mais aussi du domaine concerné. La plupart du temps, le Diplôme Universitaire constitue une spécialisation dans un domaine professionnel précis.

Les universités organisent donc comme elles le souhaitent ce type de diplôme : mode d'accès, durée de préparation, évaluations.

Aux vues de tous les éléments précédents, il est facile de comprendre qu'il existe un nombre de DU conséquent sur le territoire français. Nous allons revenir ici sur quelques exemples, pour te donner une présentation succincte de ce que représente un Diplôme Universitaire.

Diplôme Universitaire "Droit du sport"

: ce DU vise à répondre aux nouveaux enjeux socio-économiques les plus variés et entend former des juristes capables de répondre aux besoins en pleine mutation du secteur sportif. Il vise à offrir une formation juridique diplômante sur tous les aspects liés à la professionnalisation et la juridicisation du sport. Le diplôme se déroule en diverses compétences comme l'acquisition des compétences générales permettant d'appréhender le système juridique français, européen et international. Il convient également de former les apprenants à la maîtrise des principaux outils juridiques liés aux spécificités du droit du sport. Enfin, il forme des juristes réunissant les compétences suffisantes pour être mises au service d'un projet sportif.

Diplôme Universitaire "Droit de l'expertise" : ce DU vise à sensibiliser les experts aux attentes spécifiques des magistrats et leur permettre de régler les difficultés procédurales auxquelles ils

sont confrontés. Ce diplôme est axé sur différents modules qui permettent de répondre aux attentes des magistrats avec des connaissances sur l'environnement judiciaire, sur les cadres juridique et judiciaire de l'expertise mais aussi sur une partie pratique. Titulaire de ce diplôme universitaire, tu seras capable de bien comprendre le cadre juridique et judiciaire mais aussi de conduire les missions du magistrat à un bon rythme.

Diplôme Universitaire "Gestion de crises et sécurité intérieure"

: Le but de ce diplôme est de proposer une formation pragmatique et concrète, transversale et décloisonnée, à la gestion des principales situations de crises touchant les questions de sécurité intérieure. Il s'appuie sur l'union d'un socle de connaissances et d'analyses fondamentales avec les expériences très diversifiées d'un collectif d'opérationnels très expérimentés. A l'obtention de ce diplôme, l'étudiant sera capable de connaître les principales crises et pourra anticiper et optimiser les réponses à y apporter en temps réel. Il sera également capable de s'intégrer aux dispositifs opérationnels concernant les grandes questions de sécurité intérieure et d'en tirer les enseignements, de les exploiter et de faire des propositions à sa structure d'emploi.

Diplôme Universitaire "Droit de la vigne et du vin"

: La formation s'adresse à toute personne exerçant une activité professionnelle à caractère juridique, fiscal, comptable, économique dans le secteur agricole ou rural. A la sortie de ce diplôme, tu seras capable de maîtriser l'organisation de la filière vitivinicole, de rédiger un bail en viticulture, de connaître les droits des appellations d'origine et la réglementation en matière de valorisation des produits et enfin d'appréhender le rôle du service des douanes, du casier viticole et de la répression des fraudes.

Bac +2

Diplôme Universitaire de Technologie (DUT)

Carrières juridiques : cette formation s'effectue en deux ans après le Bac ou en un an dans le cadre de l'année spéciale (pour les Bac +2). Elle se répartit en cours magistraux et travaux dirigés comprenant principalement des enseignements juridiques, de communication, d'économie et de gestion. Il faut compter en moyenne 1500 heures de cours pour les quatre semestres de formation. Un stage d'environ 10 semaines est prévu à la fin du DUT. Dans certains établissements, la formation est aussi accessible en alternance.

Le titulaire du DUT Carrières juridiques exerce le travail d'un assistant juridique. Selon l'entreprise, il est amené à exercer les fonctions de secrétaire juridique auprès d'avocats, d'officiers ministériels, de directeurs juridiques et des ressources humaines ou au sein d'entreprises privées. Il est également compétent dans le suivi et la gestion de dossiers spécifiques (déclaration de sinistre, contrat d'assurance, contrat de travail...).

A noter : de nombreuses poursuites d'études sont possibles après un DUT Carrières juridiques. Il est possible de suivre une licence de droit ou d'administration publique pour préparer les concours administratifs ou une licence professionnelle banque, assurance, métiers du notariat, activités juridiques. Mais encore, il est possible d'intégrer une Ecole notariale ou de commerce en admissions parallèles ou un IUP banque-assurance ou juriste d'entreprise.

Licence

La licence Administration publique : elle aborde le droit public, la science politique ainsi que l'économie et les finances publiques. La mention est assortie de parcours diversifiés différents selon les universités. L'objectif principal de cette licence est de préparer les étudiants aux différents concours de la fonction publique, notamment les concours de la catégorie A, tout en leur permettant de poursuivre leurs études en master.

La licence Administration publique propose l'apprentissage d'un ensemble de connaissances relatives à l'environnement administratif, l'acquisition des outils d'interprétation et d'analyse des grands problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels contemporains. Au-delà des connaissances dans les matières de base des concours, la formation accentue la préparation d'épreuves de type concours prenant la forme de questions à réponses courtes, de cas pratiques, de notes de synthèse et administratives, de dissertations.

Les différentes matières étudiées seront :

- Droit constitutionnel
- Institutions administratives et financières
- Economie
- Connaissance du monde contemporain
- Droit administratif
- Finances publiques générales

La licence de Droit : elle permet d'acquérir les connaissances de bases en matière juridique et permet de se familiariser à de nouveaux exercices. La dissertation, le commentaire d'arrêt sont des exercices incontournables en droit. La plupart du temps, la programme aborde un ample panel de matières juridiques telles que le droit civil, le droit administratif, le droit pénal... La licence de droit permet également d'étudier différentes matières comme l'histoire du droit et ses institutions, les sciences politiques et économiques, les relations internationales ainsi que les finances publiques.

De nombreuses universités en France proposent un cursus de droit avec une spécialisation progressive, axée sur différentes branches du droit ou sur des finalités professionnelles comme les juristes d'entreprise, les carrières publiques...

Ce cursus demande un bon niveau de culture générale et des qualités rédactionnelles.

La licence de Sciences Politiques : le premier cycle en science politique est un cursus pour le moins original. Ce n'est qu'en troisième année qu'intervient la spécialisation en sciences politiques. Une particularité à noter : une approche pluridisciplinaire. Différentes disciplines sont enseignées dans ce parcours à savoir la philosophie, la sociologie, le droit, l'histoire pour comprendre ce qu'est la politique.

Pour ce parcours, plusieurs qualités sont nécessaires. Il est important d'avoir une solide culture générale mais aussi une certaine agilité intellectuelle pour mobiliser différentes méthodes.

Pour accéder à une licence en sciences politiques, deux choix sont possibles. Tout d'abord, les étudiants peuvent suivre 2 premières années dans une autre discipline parmi les licences en humanité ou en droit.

Avant une licence de sciences politiques, il est également possible de réaliser une double licence comme histoire-science politique, droit-science politique, économie-science politique...

Licence bi-disciplinaire : il existe de nombreuses licences alliant le droit mais aussi d'autres do-

maines comme l'histoire, la philosophie, la géographie etc. Vous trouverez ci-dessous quelques exemples afin de pouvoir analyser les différents

La licence d'Economie et de Droit : Elle est conçue de manière progressive et vise à former les étudiants simultanément aux deux disciplines que sont le droit et l'économie. Elle constitue bien souvent une excellente formation pour les étudiants souhaitant passer des concours administratifs ou des concours parallèles d'entrée aux grandes écoles comme les Instituts d'Etudes Politiques et les écoles de commerce.

La méthodologie occupe une grande place au sein de la formation mais l'assimilation des notions fondamentales de ces deux champs disciplinaires est également importante.

Licence de Droit et d'Histoire : L'association de ces deux disciplines permet d'acquérir des compétences solides qui permettront à leurs diplômés de s'orienter vers les métiers de sciences politiques, la gestion des ressources humaines et également le journalisme. Ce diplôme permettra de maîtriser les techniques de base du droit, c'est-à-dire la résolution de problèmes juridiques avec une argumentation juridique. Mais également des techniques de base de l'histoire. Toutes ces compétences permettent de développer un regard critique et informé sur l'actualité à partir d'une culture générale solide.

Licence de Droit de philosophie : Ce parcours permet d'acquérir une formation complète en philosophie et en droit. Cette formation s'articule autour de différents enseignements comme l'histoire de la philosophie, la philosophie politique et morale, la philosophie du droit, la logique mais aussi autour du droit constitutionnel, du droit administratif, des libertés fondamentales. Cette licence permet également de développer ses compétences en langues étrangères.

Licence de Droit et de Gestion : L'objectif de cette double licence est d'apporter aux apprenants les compétences fondamentales en Droit et en Gestion nécessaires pour exercer des fonctions à responsabilité en entreprise ou de conseil juridique à un niveau élevé dans le domaine du droit des affaires et de l'entreprise. Cette fois, les différents cours enseignés seront orientés vers la comptabilité, la macro-économie, l'introduction au droit, l'introduction au droit constitutionnel, la fiscalité etc...

Licence professionnelle : si tu souhaites te spécialiser davantage et acquérir des compétences professionnelles pour t'insérer rapidement sur le marché du travail sans passer par la case master, alors la licence professionnelle est faite pour toi.

La licence professionnelle s'adresse à des titulaires d'un bac + 2 comme un DUT, un BTS. La licence professionnelle se déroule sur une année à plein temps. Il existe de nombreuses spécialités en ce qui concerne le droit, et tu vas pouvoir t'épanouir dans de nombreux domaines.

Plusieurs licences professionnelles en lien avec le droit existent, et nous te présentons ici quelques exemples.

La licence professionnelle en droit, mention administration publique te permettra d'assurer les concours administratifs de catégorie A dans les trois fonctions publiques : Etat, territoriale et hospitalière. Autre exemple, la licence professionnelle Activités notariales forme des clercs de notaires. Cette formation dispense des cours de droit notarial, de droit des contrats, du droit patrimonial de la famille et te permet de te spécialiser rapidement.

Master

Après avoir obtenu une licence en droit ou une licence bi-disciplinaire, tu pourras poursuivre tes études en Master, et t'engager pour deux années supplémentaires. Les masters en droit vont te permettre de te spécialiser dans un domaine plus spécifique : droit privé, droit pénal, sciences criminelles, droit notarial, immobilier et patrimonial... De nombreuses spécialités t'attendent dans toutes les universités françaises, et il est important de te renseigner.

Pour plus d'informations sur les masters en droit, rendez-vous sur la cartographie des masters réalisée par l'ARES :

www.carto-master.org



Tu n'arrives pas à choisir ton master en Sciences Sociales ?
Retrouve toutes les réponses à tes questions sur :

Rendez vous sur :
<http://carto-master.org>

L'ARES, un fonctionnement basé sur le dialogue structuré et la démocratie participative

Notre Fédération fonctionne sur le principe d'une association = 1 voix. Toutes nos positions sont discutées et débattues en conseil d'administration avant d'être adoptées (ou non). Ce système de gouvernance permet d'avoir un corpus de revendications représentatif des attentes du monde étudiant.



Doctorat

L'étudiant qui effectue un doctorat est un chercheur en phase de formation. Sa formation doctorale est une formation par le projet doctoral, organisée par une école doctorale, il se forme par l'expérience professionnelle de la recherche au sein d'une unité ou d'une équipe de recherche reconnue après une évaluation nationale.

Avant tout, le docteur en droit est considéré comme un juriste de haut niveau, ce qui implique non seulement une excellente culture juridique mais, également, une méthode de travail parfaitement maîtrisée. Son aptitude à l'analyse et à la synthèse, sa capacité à prendre du recul et trouver une solution à un problème donné peuvent en faire un élément précieux dans n'importe quelle profession. Du fait de la longueur et de la difficulté de la rédaction de la thèse (entre 3 et 5 ans), le docteur est également créditée d'une force de caractère et d'une ténacité appréciées. La solitude de la recherche, elle, atteste de son autonomie.

Le doctorat en droit n'est indispensable que pour entamer une carrière universitaire : sans ce précieux sésame, impossible d'être recruté comme maître de conférences ou de se présenter au concours d'agrégation. Toutes les autres professions juridiques et judiciaires peuvent, en revanche, être exercées sans doctorat.

Instituts d'études et de préparation aux concours**Institut d'Etudes Judiciaires (IEJ)**

Les IEJ sont rattachés aux universités et préparent à l'examen d'avocat et à l'École Nationale de la Magistrature (ENM). Pour aider les candidats, les IEJ multiplient les galops d'essai, les entraînements et les séminaires juridiques en vue des épreuves des Centres régionaux de formation à la profession d'avocat (CRFPA) et de l'ENM. Les IEJ servent à préparer aux épreuves écrites de l'examen d'avocat (note de synthèse et dissertation juridique), ainsi qu'à la note de synthèse et aux épreuves juridiques du concours de la magistrature. Des conférences d'actualité juridique afin de mettre à jour ses connaissances et de culture générale (c'est l'épreuve écrite à plus fort coefficient pour l'ENM), des entraînements aux oraux et aux épreuves de langues complètent ce programme de révision. Rien n'est obligatoire dans ces préparations, tout dépend de la volonté et du sérieux des étudiants qui s'y inscrivent.

À noter : les inscriptions ont lieu en septembre. La scolarité commence en novembre. Les étudiants qui viennent de la même université sont prioritaires. Les IEJ sont payants. Les droits s'ajoutent à ceux déjà versés pour les études, mais ils sont néanmoins réduits pour les étudiants qui viennent de la même université. Il est possible de suivre plusieurs préparations dans le même Institut pour se présenter au CRFPA et à l'ENM.

Institut d'Etudes Politiques (IEP)

Les IEP sont un peu des grandes écoles, version sciences humaines et sociales ! Les étudiants y développent la capacité d'analyser et de comprendre le monde contemporain à travers des cours d'histoire, économie, droit, géopolitique... L'enseignement donné dans les IEP vise avant tout l'acquisition d'une culture générale sur les enjeux politiques, économiques et sociaux du monde contemporain. Les

élèves intègrent en outre des méthodes de travail en apprenant à présenter des idées à l'écrit et à l'oral, à dégager les aspects essentiels d'une question traitée, à problématiser et à rechercher le lien entre les concepts théoriques et la pratique.

Le premier cycle (3 ans) est pluridisciplinaire, l'étudiant choisit sa spécialité et son domaine d'application à partir de la 4^{ème} année, au retour de son année à l'étranger. Les IEP envoient en effet presque tous leurs élèves à l'international (en échange universitaire ou en stage) en 3^{ème} année afin de perfectionner leur niveau de langue et de les ouvrir à une culture différente. Le cycle Master (4^{ème} et 5^{ème} année) propose différentes spécialisations qui dépendent des instituts. On peut trouver par exemple : « Administration publique ou Service Public », « Politique, Economie, Société ou Culture et Société »... Les stages sont encouragés tout au long de ce cursus. Quant à la 5^{ème} année, elle se termine généralement par un stage de 6 mois pouvant déboucher sur un premier emploi. Il est également possible de poursuivre ses études en rédigeant une thèse pour les étudiants souhaitant faire de la recherche.

À noter : Le diplôme de l'IEP mène le plus souvent à des carrières de cadres dans la fonction publique ou dans le privé, ainsi qu'aux domaines du journalisme, de la communication, de l'enseignement, de la recherche.

Institut de Préparation à l'Administration Générale (IPAG)

L'IPAG est une bonne préparation générale pour la plupart des épreuves communes des concours de catégorie A : épreuves juridiques, administratives, culture générale, note de synthèse, langues. Les débouchés les plus fréquents sont les concours d'entrée aux IRA, aux écoles des Douanes, des Impôts et du ENSSS (Ecole Nationale Supérieure de Sécurité Sociale), l'École supérieure de police et les postes d'attachés. Avec une préparation complémentaire, vous aurez également accès aux concours d'entrée de l'ENM (Ecole Nationale de la Magistrature), à ceux des Affaires étrangères, de l'Inspection du travail ou encore de l'administration pénitentiaire. Au sein d'un IPAG sont dispensés des cours fondamentaux, de méthodologie, par des enseignants issus de l'Université et des autres corps de la fonction publique. À côté de ce tronc commun, les candidats pourront suivre des modules optionnels en fonction des concours auxquels ils se destinent.

Les instituts de préparation à l'administration générale admettent, sur examen ou concours, les titulaires d'un bac + 2, sous réserve qu'ils obtiennent dans l'année la licence (les concours de catégorie A étant ouvert aux titulaires d'un bac + 3). Les candidats sont alors préparés en un an à divers concours. La sélection des candidats se fait sur dossier et sur épreuves (dissertation de culture générale, contraction de texte, QCM...).

À noter : on trouve exactement la même préparation dans les CPAG (Centres de préparation à l'administration générale) que dans les IPAG. Seule différence : ils sont rattachés aux instituts d'études politiques (IEP) et non aux universités. C'est donc là qu'il faut vous renseigner pour vous inscrire. Les modalités sont les mêmes que pour les IPAG, sauf pour les titulaires d'un diplôme d'IEP qui, en général, sont exemptés des épreuves de sélection.

Pour réussir vos études de droit,
ne perdez pas le fil de l'actualité !

LexisActu.fr
ETUDIANT



NOUVEAU



OFFRE DE LANCEMENT ÉTUDIANT

66 €/an
seulement
au lieu de 96 €/an



Avec LexisActu.fr, suivez
l'actualité du droit en direct !



Soyez alerté des sujets importants :
nouvelles lois, décrets, dernières
décisions de jurisprudence.



Personnalisez votre fil d'actualité
selon vos matières.



Gagnez du temps avec des
dépêches concises et pertinentes.



Profitez de l'expertise de la
Rédaction LexisNexis.

Web / tablette / Mobile

REJOIGNEZ-NOUS !



 LexisNexis®

Retrouvez toute les offres réservées aux étudiants sur
etudiant.lexisnexis.fr

Les Concours en Droit

Le Droit mène à tout... ou presque. Les études de Droit ont des débouchés très vastes et conduisent à des professions extrêmement diverses. Les diplômés en Droit sont présents aussi bien dans le secteur public (Fonction publique d'Etat, Territoriale, Hospitalière...) que dans le secteur privé (principalement dans les services, mais aussi dans l'industrie, le transport...).

Les professions suivantes ont des effectifs réglementés ; leur accès est très sélectif, notamment par voie de concours. Elles ne représentent pas, loin s'en faut, l'essentiel des débouchés des études de Droit, mais cela vous permettra d'appréhender quelques champs des possibilités qui pourront s'offrir à vous.

Concours des carrières juridiques et judiciaires

L'examen au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats (CRFPA)

Le Conseil National des Barreaux (CNB), établissement d'utilité publique doté de la personnalité morale, est l'institution nationale qui représente l'ensemble des avocats exerçant en France. Le CNB est chargé d'organiser la formation professionnelle initiale et continue des avocats. Afin de présenter le concours d'avocat qui est national, il y a des conditions de nationalité, de moralité, de diplôme. S'agissant d'un examen et non d'un concours, l'étudiant ayant obtenu une moyenne égale ou supérieure à 10/20 aux épreuves écrites sera admissible. Il pourra alors présenter les épreuves orales composées d'une épreuve de langue étrangère et du Grand Oral, ultime épreuve dotée du plus fort coefficient des épreuves d'admission. L'élève qui aura à nouveau obtenu une moyenne égale ou supérieure à 10/20 sera admis à l'examen d'entrée au CRFPA. La formation au sein d'une école d'avocats dure 18 mois, puis le Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA) sera délivré.

Pour plus d'informations : <http://cnb.avocat.fr>

Le concours de l'Ecole Nationale des Greffes (ENG)

L'ENG est chargée de mettre en place la politique nationale relative aux formations initiales et continues des personnels des catégories A, B et C des greffes des services judiciaires (directeurs des services de greffes judiciaires, greffiers, secrétaires administratifs, adjoints administratifs et adjoints techniques). Les métiers des greffes des services judiciaires sont principalement accessibles par concours.

Par exemple pour la profession de greffier, un concours externe est ouvert aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme classé au moins au niveau III (Bac +2 : L2, DUT carrières juridiques, BTS) ou d'une qualification reconnue équivalente à l'un de ces titres ou diplômes. La formation comprend des enseignements à l'ENG ainsi que des stages pratiques en juridictions et services, d'une durée de 18 mois. Le concours de greffier en chef est réservé aux diplômés d'un IEP ou d'une licence en droit. Dans les deux cas, les lauréats suivent là encore une formation de 18 mois à l'ENG.

Pour plus d'informations : www.eng.fr

Le concours à la profession d'Huissier de justice

Pour devenir huissier, il faut être français et ne pas être frappé de condamnations pénales ou discipli-

naires non amnistiées, ni de faillite personnelle. Il faut ensuite remplir des conditions de diplômes et de formation. Tout d'abord, être titulaire au minimum d'un M1 en droit ou en sciences juridiques, ou du diplôme d'aptitude aux fonctions de notaire. Ensuite, il faut accomplir un stage de 2 ans dans une étude d'huissier de justice.

Cette formation de terrain se double d'un enseignement assuré dans chaque région par le Département Formation des Stagiaires (DFS) de la Chambre des huissiers. Il est fortement recommandé de suivre en parallèle une préparation à distance auprès de l'Ecole Nationale de Procédure Etablissement Paritaire Privé (ENPEPP). A l'issue du stage, le candidat passe l'examen professionnel d'huissier de justice, qui clôt la formation et permet d'accéder à la profession d'huissier de justice.

Pour plus d'informations : www.huissier-justice.fr
www.enpepp.org

Les concours à l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENM)

Le recrutement, la formation initiale et la formation continue des magistrats sont structurés à partir des compétences et capacités attendues de celui-ci aujourd'hui et dans un avenir prévisible. De nombreuses matières sont prévues lors des épreuves : droit ou procédure civile, organisation de l'Etat, langue vivante... Afin de candidater au 1er concours d'accès de l'ENM, il est nécessaire de détenir certaines caractéristiques comme la nationalité française, être âgé de 31 ans au plus, et être titulaire d'un diplôme sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à quatre années d'études après le baccalauréat par exemple.

Elaborée sur 31 mois, la formation des auditeurs de justice vise à l'apprentissage des techniques professionnelles du magistrat et des connaissances transversales sur son environnement institutionnel, humain et social. Elle alterne des enseignements dispensés à l'école, à Bordeaux, et des stages en juridiction pour donner aux auditeurs de justice une vision globale de leur métier. La seconde étape ouvrant au statut de magistrat est en effet consécutive à une déclaration d'aptitude délivrée en fin de formation par un jury indépendant de l'Ecole.

Pour plus d'informations : www.enm.justice.fr

Le concours à la profession de conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel (CE)

Les principes constitutionnels français consacrent l'existence, les compétences et l'indépendance de la justice administrative. En application de ces principes, seul le juge administratif peut annuler ou réformer les décisions, qu'elles soient individuelles ou de portée générale, prises par les autorités exerçant le pouvoir exécutif, leurs agents, les collectivités territoriales ou les organismes publics placés sous leur autorité ou leur contrôle, dans l'exercice de pouvoirs relevant de la puissance publique. Ce recrutement, organisé sous forme de concours (externe et interne), s'adresse pour le concours externe, aux titulaires de l'un des diplômes exigés pour se présenter au premier concours d'entrée à l'ENA.

Pour plus d'informations : www.conseil-etat.fr

swapbook

Les concours au Centre de Formation Professionnelle de Notariat (CFPN)

Sept années d'études après un baccalauréat sont nécessaires pour devenir notaire. Après des études juridiques jusqu'au master I (bac + 4) les aspirants notaires doivent choisir entre deux types de formations, l'une universitaire, l'autre professionnelle, avec dans les deux cas un stage obligatoire et rémunéré :

- La filière universitaire post master dure 2 ans dans une université ayant passé une convention avec le Centre national d'enseignement professionnel notarial (CNEPN). Cette étape, parallèle au stage en office, débouche sur le diplôme supérieur de notariat (DSN) et le titre de notaire assistant. Une vingtaine d'universités préparent au DSN.

- La voie professionnelle implique de passer par un centre régional de formation professionnelle notariale (CRFPN). Ces centres sont accessibles sur examen après un master I en droit. Ils délivrent en un an (et 2 mois de stage) le diplôme d'aptitude à la fonction de notaire (DAFN) et le titre de notaire stagiaire. Il faut ensuite effectuer un stage de deux ans en office. Après un rapport, le notaire stagiaire est reçu notaire assistant.

Il existe également une voie interne accessible aux collaborateurs de notaires ayant une certaine ancienneté et certain niveau de diplôme.

Pour plus d'informations : www.cnepn.fr

Concours de la fonction publique étatique

Le concours de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA)

L'ENA a pour principes fondateurs de démocratiser l'accès à la haute fonction publique et de professionnaliser la formation des hauts fonctionnaires. Les formations dispensées préparent notamment à des professions de membres de hautes juridictions, de conseillers des juridictions administratives et des chambres régionales des comptes, des corps diplomatique ou consulaire, membres des corps de contrôle, administrateurs civils et sous-préfets ou encore dans des corps administrateurs de la ville de Paris. Le concours externe d'entrée à l'ENA est composé de 5 épreuves d'admissibilité qui vont d'une composition de droit public à la rédaction d'une note d'analyse et de propositions en question sociales.

Pour plus d'informations : www.ena.fr

L'accès aux Instituts Régionaux d'Administration (IRA)

Les IRA sont des écoles d'application à vocation interministérielle, situées à Bastia, Lille, Lyon, Metz et Nantes. Leur principale mission est d'assurer la formation professionnelle initiale (12 mois), après concours, des attachés d'administration des différents services de l'Etat et Ministères.

Un concours ouvrant à des emplois de natures différentes permet d'accéder aux IRA. Il s'agit du concours qui conduit les attachés à effectuer des missions variées telles que la gestion des ressources humaines et des moyens matériels, les études dans des domaines juridiques, économiques ou sociaux, l'encadrement et l'animation d'équipes, la conduite de projets...

Pour plus d'informations : www.fonction-publique.gouv.fr

Les concours de la Direction Nationale du Recrutement et de la Formation Professionnelle (DNRFP) des Ecoles Nationales des Douanes

La DNRFP est chargée du recrutement et de la formation professionnelle de l'ensemble des agents des douanes. Elle organise les concours d'entrée dans les services douaniers, selon trois niveaux correspondant aux diplômes suivants : diplôme national du brevet pour les agents de constatation (catégorie C), baccalauréat pour les contrôleurs (catégorie B), et licence d'enseignement supérieur pour les inspecteurs (catégorie A).

La DNRFP assure la coordination de la formation dispensée dans les deux écoles des douanes, Tourcoing et La Rochelle, ainsi que la coordination de certaines actions de formation continue menées au niveau des services interrégionaux, chargés de la formation professionnelle. Les lauréats des concours internes et externes bénéficient d'une formation initiale d'une durée de quatre à douze mois, dans l'une des deux écoles, selon leur grade.

Pour plus d'informations : www.douane.gouv.fr

Les concours de l'Ecole Nationale d'Administration pénitentiaire (ENAP)

L'ENAP assure la formation initiale de l'ensemble des personnels pénitentiaires (après la réussite aux concours) répartis en cinq filières (personnels de direction, d'insertion et de probation, de surveillance, administratifs et techniques). Elle a pour mission de donner aux fonctionnaires pénitentiaires une formation professionnelle théorique et pratique avant qu'ils n'accèdent à l'un des 13 métiers de l'administration pénitentiaire. L'ENAP dispense une formation opérationnelle basée sur le principe de l'alternance et fondée sur le socle métier, conduisant à une prise en charge globale de l'élève en y intégrant des aspects citoyens, d'éducation et de prévention à la santé ainsi qu'une sensibilisation à la culture et à la pratique sportive.

Pour plus d'informations : <http://www.enap.justice.fr>

Les concours de l'Ecole nationale supérieure de la Police (ENSP)

La mission principale de l'ENSP est la formation initiale et continue des commissaires de police (corps de conception et de direction de la police nationale) et des officiers de police (corps de commandement). Tant pour le recrutement des commissaires de police que des officiers de police, trois voies sont possibles : externe, interne, voie d'accès professionnelle. Il y a d'abord la phase d'admissibilité, la phase de pré-admission et l'admission. A chacune de ces phases, des épreuves différentes sont prévues. Il y a par exemple une épreuve de culture générale, cas pratique, exercices physiques ou encore une mise en situation individuelle pour le concours de commissaire.

Pour plus d'informations : www.ensp.interieur.gouv.fr

Les concours organisés par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères recrute chaque année plusieurs centaines d'agents pour exercer des dizaines de métiers différents sous des statuts très divers. Des concours sont organisés pour les catégories A, B et C. Il y a le concours de Conseiller des Affaires étrangères (cadre d'Orient), secrétaire de chancellerie ou encore adjoint administratif principal. Les agents de ce Ministère défendent et promeuvent les intérêts de la France et des Français dans tous les domaines auprès des pays étrangers et au sein des organisations internationales. En tant qu'agents de l'Etat, ils doivent assurer leur mission dans le respect des principes propres à la fonction publique. Travailler au Ministère des Affaires Étrangères, c'est intégrer un ministère atypique et suivre

un parcours professionnel riche et varié, caractérisé par une forte mobilité géographique et fonctionnelle.

Pour plus d'informations : www.diplomatie.gouv.fr

Les concours de conseiller de chambre régionale des comptes

Les collaborateurs présentent des profils très diversifiés : magistrats financiers, cadres supérieurs, agents de catégorie A, B, C de la fonction publique d'État, de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière, contractuels de hauts niveau. Le principal concours organisé est celui concernant les conseillers de chambre régionale des comptes. Le conseiller de chambre régionale des comptes exerce des fonctions de magistrat dans la chambre où il est affecté, placée sous la responsabilité d'un président. L'exercice de ces fonctions aux importantes responsabilités exige indépendance, rigueur et imagination

Pour plus d'informations : www.ccomptes.fr

Les concours de l'École Nationale des Finances Publiques (ENFiP)

L'ENFiP est une institution de formation pour les agents de la Direction générale des Finances publiques française. L'ENFiP est chargée de gérer les préparations aux concours organisées pour le recrutement interne et externe des futurs agents, les concours eux-mêmes, d'assurer la formation initiale de l'ensemble de ces agents, de dispenser les formations d'adaptation à l'emploi des agents changeant de fonctions ou promus à des fonctions supérieures, d'élaborer des modules de formation continue, de classer, diffuser et rechercher toute la documentation professionnelle utile aux agents de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP).

Pour plus d'informations : <http://www.resp-fr.org>

Concours de la fonction publique européenne Les concours de l'Office Européen de Sélection du Personnel (EPSO)

De manière générale, les institutions de l'Union européenne recrutent par voie de concours. À l'issue de la procédure de sélection, les candidats sont affectés dans les institutions de l'Union européenne (Parlement européen, Conseil, Commission européenne, Cour de justice, Cour des comptes) ou organes consultatifs (Comité économique et social, Comité

des régions de l'UE, etc...) à Bruxelles, Luxembourg, Strasbourg ou ailleurs. L'Office européen de sélection du personnel EPSO, organise les concours pour le compte des institutions européennes. Les concours sont organisés soit en commun par plusieurs institutions, soit par une seule institution. Ils sont organisés en trois cycles en fonction d'un programme triennal et du statut des fonctionnaires européens : AD pour Administrateurs, AST pour Assistants, AST/SC pour assistants-secrétaires et des linguistes et profils spécialisés. Ils sont organisés par catégories en fonction du niveau d'étude des candidats

Pour plus d'informations : <https://epso.europa.eu>

Concours de la fonction publique hospitalière Les concours de l'École des Hautes Études de Santé Publique (EHESP)

L'EHESP est un établissement public, se trouvant à Rennes, qui exerce une double mission de formation et de recherche en santé publique et action sociale. Son ambition est de nourrir un dialogue fructueux entre deux cultures complémentaires : la santé publique et le management. Différents concours sont organisés afin d'accéder à une formation pour une profession de la fonction publique hospitalière : Directeur d'hôpital, Directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social ou encore attaché d'administration hospitalière.

Pour plus d'informations : www.ehesp.fr

Concours de la fonction publique territoriale Les concours du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)

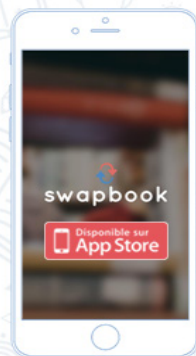
Le CNFPT est un établissement public paritaire déconcentré dont les missions de formation et d'emploi concourent à l'accompagnement des collectivités territoriales et de leurs agents dans leur mission de service public. Le CNFPT organise plusieurs concours de la fonction publique territoriale : administrateur territorial, conservateur du patrimoine, conservateur des bibliothèques, ingénieur en chef. Il propose également un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience (VAE) et organise la reconnaissance de l'équivalence des diplômes (RED). Tous les autres concours et examens professionnels sont organisés par les centres de gestion (CDG).

Plus d'informations : www.cnfpt.fr

Fais des économies,
vends tes livres sur



Échangez plus que des livres



Pour plus d'infos, rds sur WWW.SWAPBOOK.FR

La spécialisation en Droit

L'orientation au sein de la filière droit et spécialisation en droit, bien qu'intrinsèquement liées, ne se confondent pas. Si la spécialisation est, par définition, le domaine de prédilection du juriste, la finalité de ses études, l'orientation, à l'inverse, est le parcours réalisé par l'étudiant, l'acheminement qui le mènera, systématiquement, à sa spécialisation. La spécialisation est complètement différente selon les Universités. Certaines établissent un modèle de spécialisation qui s'étend sur l'ensemble de la licence, où tous les ans l'étudiant doit choisir certaines matières. La plus grande spécialisation est en général entre le droit public et le droit privé. Ces spécialisations ne ferment pas pour autant des portes mais il est nécessaire que l'étudiant se préoccupe au plus tôt de ses aspirations. D'autres Universités ne mettent pas en place de modèle de spécialisation sur la licence, licence restant alors généraliste. Dans tous les cas, la spécialisation la plus importante a lieu lors du choix du master.

Les débouchés professionnels

Les études de droit offrent de multiples débouchés à condition de forger rapidement son projet professionnel : métiers de l'entreprise, de la fonction publique européenne, étatique, hospitalière, territoriale, justice, métiers réglementés... Le choix est vaste et il sera ici présenté une palette de métiers afin d'éveiller votre curiosité.

Métiers de l'entreprise

Fiscaliste

Le domaine juridique, fiscal et contentieux sont les domaines d'élection du fiscaliste. Expert en la matière, il prodigue conseil et assistance aux entreprises. Au cours de ses missions, il s'assure, tout comme l'avocat fiscaliste, que les entreprises respectent les normes fiscales, nationales ou internationales, en vigueur. Il sait jouer avec les textes en vigueur pour permettre aux sociétés de réduire leurs taxes. Ses compétences sont précieuses lorsqu'une entreprise entreprend une opération importante comme une restructuration ou une fusion. Il est également l'interlocuteur de l'administration fiscale, pour le compte de l'entreprise.

Juriste d'entreprise

Quel que soit le lieu d'exercice, le juriste d'entreprise est le consultant permanent de l'entreprise pour les questions commerciales, financières et techniques. Son rôle consiste davantage à prévoir et prévenir qu'à réparer les erreurs. Il ne juge pas ni ne dit le droit, mais ce dernier est son instrument de travail pour répondre aux objectifs de la société et les protéger. Il délivre également les actes juridiques (contrats, avenants ou déclarations) afin de s'assurer de leur conformité aux textes de lois et à l'interprétation qui en est faite par la jurisprudence. Il peut assurer les relations extérieures de l'entreprise avec des organismes professionnels ou être en liaison avec des experts ou avocats...

Selon la taille de l'entreprise qui l'emploie, il peut effectuer des tâches variées de conseil, de documentation, d'administration ou faire partie d'un secteur juridique spécialisé, en tant que responsable du département des marques et brevets par exemple. Pour exercer au mieux son travail, le juriste doit se tenir régulièrement informé de l'évolution de la législation en droit commercial, droit du travail, droit des contrats, etc.

Juriste en assurance

Le juriste gère des dossiers en lien avec l'élaboration de contrats et la gestion de sinistres (amiables

et contentieux). Il étudie les projets de contrats d'assurance, de partenariat commercial. Le juriste établit un diagnostic pour assurer la validité juridique des produits et opérations. C'est lui qui rédige également les cahiers des charges juridiques, les contrats et conventions. Il apporte également son expertise juridique dans différents domaines : adaptation des contrats existants, création de documents d'information commerciale sur les produits, développement de nouveaux produits etc. A la demande de sa direction, il peut s'occuper de l'analyse et de la prévention des risques à assurer dans l'entreprise qui l'emploie.

Responsable des ressources humaines

Adjoint du DRH, le responsable (manager) des ressources humaines (RRH) coordonne la mise en place des décisions stratégiques de l'entreprise en matière de ressources humaines. Il assure le suivi administratif des dossiers du personnel et gère les compétences individuelles des collaborateurs. Il sait alors anticiper les évolutions stratégiques de l'entreprise pour mieux capitaliser les compétences dont l'entreprise dispose et rechercher celles manquantes. Recrutement, plans de formation, administration du personnel... Ses missions peuvent varier en fonction de la structure qui l'emploie. Il peut également établir les déclarations auprès des organismes sociaux et superviser la gestion des bulletins de paie. Grâce à ses connaissances pointues en droit du travail, le manager des RH veille au respect de la législation dans le domaine de la gestion administrative du personnel. Il anime également le dialogue social en tâchant de concilier les objectifs de l'entreprise et la satisfaction du personnel. Il remonte d'ailleurs toutes les informations - collectées auprès des salariés et des partenaires sociaux notamment - à la direction générale.

Métiers de la fonction publique européenne

Fonctionnaire européen

Le rôle d'un fonctionnaire européen, en fonction de sa spécialité est de veiller à la mise en place des politiques décidées entre les chefs d'Etat. Le fonctionnaire européen peut être compétent dans plusieurs domaines : agriculture, droit, relations extérieures, finance... Le fonctionnaire européen doit maîtriser les deux langues de l'Europe : le français et l'anglais. Ensuite, il peut être recruté soit par la Commission européenne, le Parlement européen, la Cour de Justice ou encore la Cour des comptes. Il participe donc au fonctionnement des institutions européennes. Il peut occuper des postes différents en fonction de son grade et de son niveau d'études. Il peut être administrateur (cadre A) s'il a au moins un bac +4 en Droit, gestion ou comptabilité. On trouve aussi des traducteurs interprètes qui sont aussi bons en langues étrangères qu'en Droit.

Métiers de la fonction publique étatique

Administration fiscale :

- Contrôleur des finances publiques

Fin mathématicien, le contrôleur des finances publiques jongle toute la journée avec les chiffres. Il est chargé de vérifier la bonne tenue de la comptabilité et la gestion financière des fonds publics de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics (école...). Il participe également aux opérations de recouvrement des recettes publiques fiscales de l'Etat (amendes, impôts) et des recettes non-fiscales propres aux collectivités (cantines, loyers HLM, crèches...). Par ailleurs, il supervise également le paiement des dépenses liées aux marchés publics

ou aux salaires des agents.

Les compétences requises pour devenir contrôleur des finances publiques sont une bonne connaissance du droit, un goût pour les chiffres, une aisance rédactionnelle et relationnelle, de l'organisation, rigueur et réactivité.

- Inspecteur des finances publiques

L'inspecteur des finances publiques est un fonctionnaire qui appartient à un corps de catégorie A de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP), au sein du ministère de l'Économie et des Finances. Le grade d'inspecteur des finances publiques est issu de la fusion des grades d'inspecteur des impôts et d'inspecteur du trésor. L'inspecteur des finances publiques contrôle, vérifie et redresse les déclarations fiscales. Il assure auprès de l'État une mission de contrôle, d'enquête et de conseil sur la perception des recettes publiques. Généralement, on lui confie chaque année une liste d'entreprises à contrôler. L'inspecteur doit se rendre sur place et vérifier que les déclarations fiscales correspondent bien à l'activité développée par l'entreprise. Bien souvent redouté, l'inspecteur des impôts n'exerce pourtant pas forcément une action répressive : il peut y avoir réajustement au profit du contribuable si celui-ci s'est trompé à son détriment. Les compétences nécessaires pour devenir inspecteur des finances publiques sont de très bonnes connaissances juridiques et fiscales, des qualités relationnelles et rédactionnelles, de la pédagogie ainsi que de la rigueur et de l'organisation.

Administration pénitentiaire

Directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation

Les directeurs fonctionnels des services pénitentiaires d'insertion et de probation (DFSPiP) sont principalement chargés de la direction, de l'organisation et du fonctionnement des services pénitentiaires d'insertion et de probation dans un ou plusieurs départements. Ils peuvent également occuper des emplois de direction au niveau interrégional ou à l'École nationale d'administration pénitentiaire et exercer des fonctions demandant un haut niveau de responsabilité en administration centrale. Ils élaborent et mettent en œuvre les politiques de prévention de la récidive et d'insertion des personnes placées sous main de justice dans le cadre des lois et règlements. Ils exercent l'autorité hiérarchique sur l'ensemble des fonctionnaires et agents publics affectés dans les services dont ils sont responsables.

Directeur des services pénitentiaires

Les directeurs des services pénitentiaires mettent en œuvre la politique définie pour la prise en charge des personnes faisant l'objet d'une mesure privative de liberté. Cadres dirigeants au service de la loi, les directeurs des services pénitentiaires forment un corps chargé de l'encadrement supérieur des services pénitentiaires.

Ils exercent les fonctions d'encadrement, de direction, de conception, d'expertise et de contrôle des établissements, circonscriptions et services de l'administration pénitentiaire chargés des personnes placées sous-main de justice et mettent en œuvre la politique définie à cet effet. Ils peuvent être appelés à exercer leurs fonctions en administration centrale. À ce titre et sous l'autorité du directeur de l'administration pénitentiaire, ils peuvent être chargés de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques entrant dans leurs missions.

Affaires étrangères

Conseiller des Affaires étrangères / Cadre d'Orient

Le métier de base des conseillers des affaires

étrangères (cadre d'Orient ou cadre général) est celui de conseiller-négociateur. Ils débütent en qualité d'expert, d'un dossier ou d'un pays. Le Conseiller des Affaires étrangères (cadre d'Orient) a des fonctions à haute responsabilité. En France, ces responsabilités s'exercent dans les domaines politique, économique, juridique, de coopération ou administratif. À l'étranger, elles s'exercent dans les activités diplomatiques, consulaires ou de coopération. Après quelques années, ils accèdent à des responsabilités d'encadrement, sous-directeur géographique par exemple. Les conseillers des Affaires étrangères peuvent parvenir à être nommés consuls généraux et/ou ambassadeurs.

Défense

Commissaire aux armées

Le commissaire est un officier interarmées qui occupe un poste à responsabilité indispensable au soutien des armées. Il est amené à encadrer des hommes et à s'adapter à un environnement en constante évolution. Sa formation à l'École des commissaires des armées (ECA) lui permet d'acquérir le savoir-être nécessaire pour appréhender l'organisation militaire et partager les valeurs fortes des armées.

Le commissaire a pour mission de servir son pays en contribuant au déroulement des missions menées par les forces armées, donnant ainsi un sens à son engagement. En tant que militaire, il a l'opportunité d'exercer ses fonctions sur des théâtres d'opérations extérieures ou sur les bâtiments de combat. Il conseille le commandement dans différents domaines : soutien administratif, financier et logistique d'une unité déployée, conseil juridique dans le cadre de la lutte contre la piraterie, droit des conflits armés, etc.

Douane

Inspecteur des douanes

L'inspecteur des douanes travaille dans les services douaniers et est chargé de la protection du territoire national. Plus précisément, il assure la surveillance et le contrôle des produits aux frontières pour empêcher les fraudes à la douane, pour éviter que des produits dangereux ne soient importés sur le territoire, et pour s'assurer du respect des embargos. Faisant partie de la fonction publique, il est un fonctionnaire appartenant à la catégorie A. Il peut exercer son travail aux frontières ou dans les bureaux de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI).

Les missions d'un inspecteur des douanes dépendent du poste qu'il occupe. Même si sa mission principale reste la surveillance douanière, il peut exercer des tâches très diverses selon qu'il soit affecté aux Opérations Commerciales ou à l'Administration Générale et Surveillance : conseiller une entreprise, rédiger et instruire des dossiers dans l'administration générale, enquêter sur des fraudes, contrôler les marchandises en zone de fret (aéroports, gares, etc.) et plusieurs encore autres fonctions. Dans tous les cas, il sera soit agent de terrain, soit agent de bureau.

Police

Commissaire de Police

Le commissaire de police assume la responsabilité des services de la police nationale. Il est au cœur de la vie de la cité. Il doit assumer, selon son service de rattachement, les missions opérationnelles de police : maintien de l'ordre public, défense du territoire, investigation et recherche, sécurité routière, police de proximité et tous les aspects financiers de la criminalité organisée, blanchiment d'argent, escroqueries. Le travail du commissaire consiste à suivre et coordonner l'action des enquêteurs sur le terrain. Il forme, anime et apporte son soutien logistique à ses collaborateurs. Il dirige et oriente leur travail, prend la direction des opérations importantes, procède aux

choix décisifs. Le commissaire définit des priorités.

Ses qualités essentielles sont l'autorité, la rigueur, la réactivité, le sens de la relation humaine. La fonction nécessite une grande disponibilité (permanences de nuit...).

Lieutenant de Police / Officier de police judiciaire

L'officier de police seconde ou supplée les commissaires de police dans l'exercice de leurs fonctions. Il appartient au corps de commandement et d'encadrement de la police nationale. Il a pour rôle principal de manager les gardiens de la paix de son service. Sauf en cas d'opération spéciale, il porte généralement l'uniforme et l'arme. Il dédie également une part de son temps à certaines tâches administratives. C'est lui qui reçoit les délinquants ou les victimes et qui recueille les dépositions ou enregistre les plaintes. Selon qu'il travaille dans le service sécurité publique (protection des personnes et des biens), police judiciaire (lutte contre le crime), les renseignements généraux, les Compagnies Républicaines de sécurité (CRS), la police aux frontières (PAF), l'inspection générale de la police nationale (IGPN), la mission du lieutenant est très variée.

Les compétences nécessaires pour ce métier sont le travail en équipe, être responsable et avoir des bonnes conditions psychologiques et physiques.

Métiers de la fonction publique hospitalière

Attaché d'administration hospitalière

Suivant la définition statutaire, les attachés d'administration hospitalière participent, sous l'autorité du directeur de l'établissement, à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions prises dans les domaines administratif, financier, économique, sanitaire, social. Ils peuvent se voir confier des missions, des études ou des fonctions comportant des responsabilités. Notamment dans les domaines des admissions et des relations avec les usagers, de la gestion des ressources humaines, de la gestion des achats et des marchés publics, de la gestion financière et du contrôle de gestion. Ils peuvent assurer la direction d'un bureau, d'un service, ou encore la gestion administrative d'un pôle clinique, d'un établissement annexe ou d'un site.

Directeur d'hôpital

Le Directeur d'hôpital est le responsable de la gestion administrative et financière de l'hôpital, le directeur assure la bonne marche de son établissement. Il participe à la conception et au pilotage du projet d'établissement, en veillant à la bonne organisation des services. Mais 80% des directeurs d'hôpital ne sont pas chefs d'établissement. Ils endossent les mêmes fonctions, mais en tant que directeurs adjoints. La mission première du directeur d'hôpital est d'abord de faire le meilleur usage de son budget. Ce qui le conduit à effectuer des arbitrages et des choix, parfois, difficiles, en concertation avec les équipes médicales. Autre mission, mais non des moindres, le directeur d'hôpital doit animer ses équipes, dissoudre les tensions, communiquer en externe et en interne, et négocier si besoin est, pour susciter l'adhésion de tout le personnel. Différentes compétences sont requises pour exercer cette profession comme des compétences en gestion économique et financière, capacités relationnelles développées, qualités humaines et éthiques ou encore le sens de l'organisation et de la méthode.

Métiers de la fonction publique territoriale

Juriste en collectivité territoriale

Le juriste de collectivité territoriale accompagne les services gestionnaires dans les méandres juridiques et propose les solutions juridiques envisageables. Il

doit être capable d'être à la fois un organisateur et de jouer l'interface.

Le juriste territorial veille aux intérêts de la collectivité qui l'emploie. Pour cela, il est capable de détecter les risques juridiques bien en amont d'un projet. Il étudie par ailleurs les différentes actions mises en place dans un service ou une direction afin de proposer des solutions d'évolution et de changement. Rattaché à la direction générale, le juriste de collectivité est l'interlocuteur privilégié des différents partenaires externes tels que les avocats, les notaires, les cabinets-conseils ou bien les services préfectoraux. Au quotidien, il se tient informé des évolutions législatives et réglementaires également.

Métiers de la Justice

Greffier

Le greffier, présent à toutes les étapes d'une procédure et garantit l'authenticité des décisions du juge.

Sa mission principale consiste à transcrire les débats lors d'un procès, à dresser des procès-verbaux et à rédiger les décisions du tribunal. Il doit auparavant constituer les dossiers, enregistrer les affaires, rédiger les actes et prévenir les parties de la date de l'audience. C'est un métier où il faut être méthodique, précis, d'une extrême rapidité de réaction. En certaines circonstances la discrétion de ce fonctionnaire doit être totale.

Greffier en chef

Le greffier en chef dirige les services de greffe d'une juridiction et supervise le travail des greffiers et agents administratifs au quotidien.

Il participe aussi à l'élaboration des budgets, en assure l'exécution et veille à la bonne gestion des moyens matériels. Dépositaire des minutes, scellés et archives au sein de la juridiction, il en assure la conservation. Il collabore également avec les chefs de juridictions et met en œuvre leurs décisions. Comme les greffiers, il peut exercer ses fonctions à la Cour de cassation, dans une cour d'appel, dans un tribunal de grande instance, un tribunal d'instance, un conseil de prud'hommes, un conseil départemental d'accès au droit, au ministère de la Justice ou dans un service administratif régional. Ses fonctions varient selon sa juridiction d'appartenance.

Greffier des tribunaux de commerce

Officiers publics et ministériels, les greffiers du tribunal de commerce sont des professionnels libéraux au service des tribunaux et du monde économique.

À l'instar des autres greffiers, il est présent au tribunal pour assurer les services administratifs, l'accueil des justiciables et des entreprises, et assister le juge dans la conservation des actes (enrôlement des affaires, assistance à l'audience, mise en forme des décisions...). Le greffe est par ailleurs chargé de tenir le registre du commerce et des sociétés (RCS), y compris dans sa version numérique (site Infogreffe), du fichier des sûretés (nantissements et privilèges) et de la gestion des procédures collectives.

Magistrat de l'ordre administratif

Le juge administratif est un spécialiste du droit public. Il tranche les litiges entre l'administration et les citoyens, sur dossier et lors d'examen publics. Son rôle est de concilier la défense des droits individuels, l'intérêt général et la bonne gouvernance.

Le juge administratif traite tous les litiges qui opposent le particulier à l'administration. Les magistrats qui exercent en tribunaux administratifs et cours administratives d'appel peuvent occuper trois grades successivement : conseiller, premier conseiller et président. Les conseillers et premiers conseillers peuvent, en début de carrière, être rapporteurs ou rapporteurs publics (anciens commissaires du gouvernement). Dans le premier cas, ils instruisent en

totalité l'affaire, rédigent le projet de jugement, défendent leur position en délibéré et participent au vote. Dans le second cas, ils interviennent à l'audience pour analyser le différend, interpréter la règle de droit et proposer une solution.

Magistrat de l'ordre judiciaire

Les magistrats de l'ordre judiciaire rendent la justice ou défendent l'intérêt public et l'application de la loi. Ils ont accès à une grande diversité de métier et la possibilité de changer de poste tout au long de leur carrière. Il existe deux catégories de magistrats, correspondant à deux modalités d'exercice de la mission d'application du droit qui leur est confiée : les magistrats du siège (les juges : d'instance, de grande instance, des libertés et de la détention, aux affaires familiales...) sont chargés de dire le droit en rendant des décisions de justice et les magistrats du parquet (les procureurs) ont pour fonction de requérir l'application de la loi.

Magistrats du siège et du parquet, s'ils ne possèdent pas exactement les mêmes missions, partagent un statut très proche, et des règles de recrutement, de formation et d'avancement quasiment identiques. Le principe de l'unité du corps judiciaire permet d'ailleurs à chaque magistrat, au cours de sa carrière, de passer d'un groupe à l'autre sans difficulté. De même, magistrats du siège et du parquet partagent un devoir commun, défini par la Constitution, de protection de la liberté individuelle.

Métiers réglementés

Administrateur judiciaire

L'administrateur judiciaire est ce que l'on appelle un mandataire de justice. C'est un professionnel indépendant, contrôlé en permanence par les tribunaux qui le désignent et le ministère public. Sa mission peut être de surveiller les opérations de gestion, d'assister le chef d'entreprise pour les actes concernant ces opérations ou encore d'assurer entièrement l'administration de l'entreprise.

En pratique, l'administrateur effectue plusieurs tâches : il prend connaissance de l'entreprise, de son activité et de son mode de fonctionnement. Il suit son activité et l'assiste dans ses relations avec les tiers, en particulier avec des fournisseurs impayés et le créancier prioritaire que sont les salariés. Il exerce un contrôle de la trésorerie et peut prendre des mesures de restructuration de l'activité et de réduction des coûts. Il recherche des solutions de redressement et établit un bilan économique et social à l'attention du tribunal.

Avocat

Les missions de l'avocat généraliste sont variées. Cet auxiliaire de justice donne des consultations à ses clients sur des questions d'ordre juridique en dehors même de tout litige, procède à des formalités, apporte son aide à des clients pour la rédaction de déclarations, rédige des actes sous seing privé, assiste ou représente son client devant un organisme public. Il intervient aussi bien sur des affaires civiles (divorces, accidents...) que sur des cas relevant du « pénal » (crimes, etc.). Avant le procès, l'avocat va constituer son dossier, consulter son client pour recueillir le maximum de pièces nécessaires à la défense, puis rédiger des conclusions et des actes qui serviront à développer ses arguments lors du procès.

Les compétences nécessaires pour exercer le métier d'avocat sont une maîtrise du droit, bon orateur et excellentes qualités rédactionnelles ou encore rigueur et précision.

Commissaire-priseur

Le commissaire-priseur met en vente toutes sortes de biens comme des objets d'art, des antiquités, des articles, hormis les biens immobiliers qui sont dans le

champ de compétence des notaires. Il procède aussi à l'expertise de ces biens. Les ventes volontaires aux enchères publiques doivent être organisées et réalisées par des commissaires-priseurs exerçant au sein de sociétés commerciales. Dans ce cas, la vente est réalisée à la demande d'un particulier.

Le commissaire-priseur, en tant qu'officier ministériel, est le seul habilité à diriger des ventes judiciaires, c'est-à-dire d'objets saisis lors de faillites ou de redressements judiciaires. La plupart des commissaires-priseurs exercent la double activité : vente volontaire et vente judiciaire.

Grande connaissance de l'art, bon contact avec le public et sens de la mise en scène sont des qualités requises pour devenir un bon commissaire-priseur. Tout ça, sans oublier un gros carnet d'adresses.

Huissier de justice

Le principal intérêt de cette profession est de pouvoir servir de conciliateur et de conseiller auprès de personnes ayant des problèmes qui sont du ressort de la justice. L'huissier recherche avant tout un accord entre des personnes qui s'opposent. Pour de nombreux litiges, il exerce un peu les fonctions de juriste de proximité. Il écoute, il propose, il évite les procédures trop coûteuses et informe les gens sur leurs droits. Il dénoue les conflits entre propriétaires et locataires, par exemple. Il peut aussi résoudre certaines difficultés liées à la séparation ou au divorce.

Dans le milieu professionnel, l'huissier de justice conseille les entreprises qui veulent mieux connaître leurs futurs partenaires. Il peut également intervenir auprès des clients qui ne paient pas. Il a, dans ce contexte, parfois recours à des saisies ou à des expulsions.

Il doit faire preuve d'autorité et de diplomatie pour faire exécuter les décisions de justice. Ces situations exigent de lui des qualités psychologiques certaines.

Huissier audientier

L'huissier audientier est une catégorie particulière d'huissier. C'est un officier public et ministériel. Comme son nom l'indique, il exerce des fonctions notamment lors de certaines audiences des tribunaux. Il exerce des missions diverses comme l'appel des causes, établit l'organisation de l'ordre dans lequel les affaires vont se passer, établit les contrats d'audience ou signifier les actes du palais... Ce sont les tribunaux qui font le choix des huissiers audientiers. Pour ce qui est des tribunaux d'instance, ils doivent choisir leurs huissiers audientiers parmi les huissiers de justice établis dans le ressort du TGI dont ces tribunaux d'instance dépendent.

Mandataire judiciaire

Egalement appelé liquidateur, le mandataire judiciaire intervient lorsqu'une entreprise est placée sous liquidation judiciaire. Il représente les créanciers de l'entreprise en redressement et veille à ce que les décisions du tribunal soient bien appliquées. Il tente donc de trouver des solutions de remboursement notamment grâce à la vente de biens ou au contrôle des finances et des comptes des dirigeants. Toutefois, ce professionnel a également pour mission d'aider l'entreprise en liquidation. Ainsi, il veille à vendre la société dans les meilleures conditions possibles. Il prend en compte les paramètres économiques mais aussi sociaux. Pour ce faire, il gère le patrimoine et inventorie les biens afin de trouver des solutions fiables sur le long terme. Pour autant, il n'a aucune capacité d'action, il ne peut que prodiguer des conseils.

Les compétences requises pour devenir mandataire judiciaire sont la maîtrise du droit commercial, civil et fiscal, être un très bon gestionnaire, avoir une aisance relationnelle, rédactionnelle. Il faut aussi être organisé, concentré, faire preuve de rigueur et de diplomatie.

STAGE

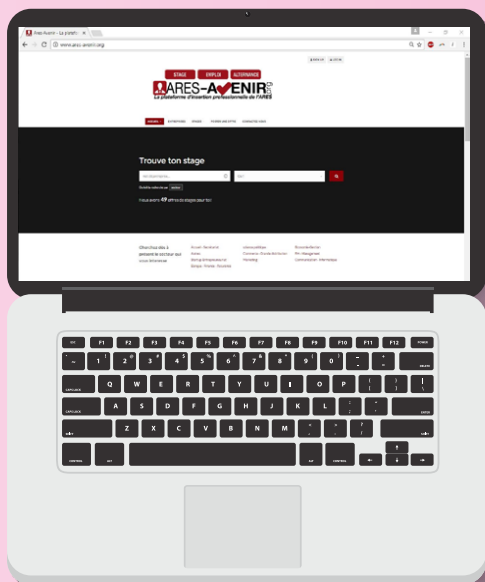
EMPLOI

ALTERNANCE



ARES-AVENIR.ORG

La plateforme d'insertion professionnelle de l'ARES



**A LA RECHERCHE D'UN STAGE,
UNE ALTERNANCE,
OU UN JOB**



WWW.ARES-AVENIR.org

**LA PLATEFORME D'INSERTION PROFESSIONNELLE POUR
LES ÉTUDIANTS EN DROIT, ÉCONOMIE, GESTION ET AES**

NOS PARTENAIRES :

DALLOZ

deboeck
SUPÉRIEUR **B**

LexisNexis®

 **Lamy**
une marque Wolters Kluwer

 **larcier**

Notaire

Le notaire est un officier public bénéficiant d'une délégation de puissance publique c'est à dire de l'Etat. Il est placé sous le contrôle de la chambre départementale ou interdépartementale des notaires dont il dépend et du Procureur de la République.

Sa mission première est d'authentifier les actes mais il est tenu également à une mission de conseil vis à vis de sa clientèle lors de la réalisation des actes : rédaction des contrats de mariage, des testaments, des règlements de succession. Il doit pouvoir rendre accessible ses connaissances juridiques.

Le notaire peut aussi gérer les affaires de ses clients, notamment le patrimoine familial, immobilier et mobilier. Il peut jouer un rôle de conseiller en placements financiers pour faire fructifier un patrimoine. Le notaire est tenu au secret professionnel.

Son rôle de conseil auprès des entreprises se développe. Le notaire peut accompagner un créateur d'entreprise - en rédigeant ses statuts, en négociant son bail commercial - ou guider un particulier qui rachète un fonds de commerce. Il peut aussi faire du conseil juridique ou fiscal aux sociétés, au même titre que les avocats et les juristes d'entreprises.

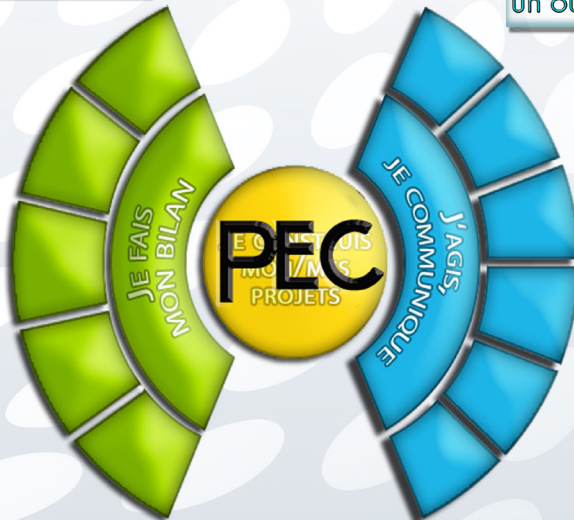
PORTEFEUILLE D'EXPÉRIENCES ET DE COMPÉTENCES

de l'expérience ...

à la compétence

un outil de valorisation

un outil numérique



un outil d'aide à la décision

intégration de filière / recherche de stage
recherche de job / recherche d'emploi

une démarche accompagnée
tout au long du LMD

Plus d'informations sur :



Licence

Les licences en économie sont généralement associées à la gestion en L1 et L2. Elles peuvent être également bi-disciplinaires. Ainsi, l'économie peut être associé aux mathématiques appliquées, à la finance, au droit, à l'informatique, etc...

En L1, l'accès est possible pour tous les bacheliers. Ces licences sont conçues pour des débutants en économie. Elles te demanderont cependant de bonnes capacités en mathématiques. Ainsi, les bacheliers ES, option mathématiques et S sont les plus à l'aise.

Le programme se compose de matières très diverses mais rapportées le plus souvent aux mathématiques. Ainsi voici quelques matières que tu pourras étudier : macroéconomie, microéconomie, histoire économique, économie monétaire et financière, mais aussi mathématiques, statistiques, analyse de données, informatique, gestion et langues. L'acquisition des méthodes de l'économiste représente une part importante du programme.

À la fin de ta deuxième année de licence, tu auras le choix entre plusieurs options. Tu peux continuer ta licence en économie ou te tourner vers un parcours de gestion en intégrant un IAE par exemple. Tu peux également bifurquer vers une licence professionnelle en commerce, gestion, comptabilité ou banque.

Pour plus d'informations sur les licences en économie, rendez-vous sur la cartographie des licences réalisée par l'ARES :

www.cartographie.fede-ares.org



**Tu cherches à t'orienter
en sciences sociales ?**



<http://cartographie.fede-ares.org/>



Licence professionnelle

Les licences professionnelles en économie sont accessibles à des étudiants ayant validé un cursus universitaire à BAC +2 (BTS, DUT, L2). Ce sont des licences avec de multiples spécialisations (commerce, marketing, gestion, banque, assurance...) te permettant ainsi d'obtenir une spécialisation dans un métier précis. À l'issue de cette licence, tu peux ainsi intégrer directement le monde professionnel grâce aux caractéristiques spécifiques liées à ta licence professionnelle.

L'accès à l'IAE

Tu as validé ta L2 en Économie ? Alors tu peux accéder à une L3 en IAE. Les modalités d'admission peuvent être différentes selon les universités. En effet, certaines universités proposent un accès avec un entretien oral uniquement alors que d'autres recrutent avec le Score IAE Message suivi d'un entretien.

Master

Le **Master en économie** donne une formation en économie quantitative de haut niveau tant du point de vue théorique que du point de vue appliqué. Ce master intègre principalement des cours obligatoires tels que la microéconomie, la macroéconomie, les langues. Ce master intègre également des matières optionnelles qui permettent à l'étudiant de se spécialiser ensuite dans son master 2. Ce master peut se décliner en plusieurs mentions bien distinctes en fonction des Universités mais aussi du projet de l'étudiant pour son master 2 (économie internationale, économie du développement, économie et management public...)

Le **Master en économétrie** est en général associé aux statistiques. Un des objectifs essentiels est de donner aux étudiants la maîtrise d'un ensemble d'outils techniques indispensables pour travailler dans un service réalisant des études

quantitatives au sens large. Le Master Économétrie offre aux étudiants l'opportunité d'acquérir une formation sur deux ans dans les domaines de l'analyse économique quantitative et de l'aide décisionnelle. La dualité de cette formation, à la fois théorique et appliquée, permet d'acquérir des compétences reconnues tant dans le monde professionnel que dans le cadre de la préparation d'un doctorat d'économie appliquée.

Le **Master Banque-Finance-Assurance** a pour objectif de permettre aux étudiants d'accéder aux métiers très qualifiés de la finance ou de la banque. Pour ce faire, il associe une formation théorique de haut niveau à des enseignements professionnels répondant aux exigences de formation de futurs cadres de la Finance, de la Banque et de l'Assurance. Dans la spécialité Banque-Finance-Assurance, les étudiants

accèdent à des compétences en ingénierie financière leur permettant de maîtriser la conception des produits financiers. Ils acquièrent par ailleurs des compétences dans le domaine commercial, grâce à un enseignement spécialisé en marketing. A ce titre, ils développent une double compétence en ingénierie et commercialisation des produits financiers.

Le **Master MIAGE** permet d'obtenir une double compétence en informatique et en gestion, destiné à former des cadres d'entreprise, des experts en ingénierie et management des systèmes d'information. L'aspect professionnel est une caractéristique majeure de la formation, que ce soit par la présence d'intervenants extérieurs dans le corps enseignant ou par l'expérience acquise lors des stages obligatoires ou des formations en apprentissage.

Pour plus d'informations sur les masters en Économie, rendez-vous sur la cartographie des masters réalisée par l'ARES :

www.carto-master.org

ARES

Carto-master.org
La plateforme de référence pour le choix de Master

Tu n'arrives pas à choisir ton master en Sciences Sociales ?
Retrouve toutes les réponses à tes questions sur :

Rendez vous sur :
<http://carto-master.org>

DAJLOZ **Larcier** **FAGE** **de boeck SUPERIEUR** **swapboo**

Les instituts d'études politiques (IEP)

Le principal but des IEP est de te permettre d'acquérir une culture générale et une capacité d'analyse solide ainsi qu'une aisance à l'oral, par le biais d'un enseignement pluridisciplinaire en sciences sociales (notamment droit, économie, sciences politiques, histoire et relations internationales). Ce qui fait de ses diplômés des collaborateurs très recherchés pour des postes à responsabilité en entreprise ou dans la fonction publique.

La plupart du temps lorsque tu intègres un master d'économie, tu te diriges plutôt vers l'enseignement,

la recherche ou la finance. Cependant il est également possible de te diriger vers un master de gestion suite à une licence d'économie notamment par le biais des masters en IAE.

Doctorat

Le doctorat est un diplôme accessible à la sortie du master te permettant d'associer la partie recherche et la partie enseignement. Le doctorat est un cycle universitaire de trois ans avec un thème de recherche bien précis. A la fin de ce cycle il faut rendre une thèse sur le thème économique étudié.

ZOOM SUR ...

Le Conseil National Economie-Gestion :

Il y a maintenant un peu plus de 2 ans, l'ARES fut à l'initiative de la création du CNEG dont l'objectif est d'instituer un espace de dialogue entre les différents acteurs de la filière Eco-G, qu'ils soient professionnels ou universitaires, afin que les formations dispensées soient en accord avec les mouvances du monde socioprofessionnel

CNEG
CONSEIL NATIONAL
ECONOMIE GESTION



Bac + 2 : les DUT

DUT Gestion des Entreprises et des Administrations

Certains IUT proposant des DUT GEA offrent des spécialisations uniques à leurs étudiants. Cependant, les options les plus communément proposées concernent les RH, la Finance-Comptabilité ou la gestion de PME. Selon les partenariats internationaux des IUT et des universités, des échanges à l'étranger peuvent être parfois possibles, dans le cadre de votre formation en DUT GEA.

L'objectif de ce diplôme est de t'apprendre les bases pour occuper des fonctions administratives en entreprise, et notamment dans différents domaines de gestion

DUT Techniques de commercialisation

Le titulaire de ce DUT est un collaborateur commercial polyvalent capable de vendre, acheter, distribuer, gérer des stocks. Tu exerceras surtout des fonctions dans la grande distribution, l'industrie, la banque ou dans une société de transport ou d'assurances. En début de carrière, tu occupes généralement un poste de commercial, de représentant, de chargé de clientèle ou de chef de rayon. Après une première expérience, tu pourras devenir cadre moyen, entrer dans une direction commerciale ou encadrer des équipes de vente.

Ta formation généraliste te permet de t'adapter rapidement à de nombreux environnements ou fonctions. Tu connais le droit commercial, la comptabilité de gestion, les logiciels de bureautique et de gestion. En gestion commerciale, tu es capable d'utiliser les techniques de la mercatique, de la promotion des ventes et de la négociation. Au cours de ta formation, tu as pu explorer plus particulièrement un secteur (le tourisme par exemple) ou une gamme de produits. Certaines orientations de ce DUT peuvent se faire dans un autre pays européen : en Allemagne pour l'orientation gestion touristique, en Espagne pour l'orientation commerce affaires et développement des relations économiques.

Gestion administrative et commerciale des organisations

Le titulaire du DUT GACO est un gestionnaire polyvalent. Tu évolues dans une organisation privée ou publique, à des postes de collaborateur ou d'assistant de la direction générale, d'un chef d'entreprise, d'une direction fonctionnelle ou d'un centre de profits. La polyvalence de ta formation te permet d'accéder à d'autres métiers dans le tertiaire notamment assistant comptable, assistant commercial ou ressources humaines, etc...

Tu peux, en effet, assurer des fonctions étendues en comptabilité de gestion, fiscalité, en gestion financière et juridique, suivi des clients et administration commerciale. Tu possèdes également des compétences en communication, bureautique et ressources humaines.

Pour plus d'informations sur les licences en gestion, rendez-vous sur la cartographie des licences réalisée par l'ARES :

www.cartographie.fede-ares.org



Tu prends en charge une partie des tâches administratives de l'entreprise et travailles en relation avec des interlocuteurs extérieurs : experts-comptables, organismes sociaux

Bac + 3

Diplôme de Comptabilité et de Gestion (DCG)

Le Diplôme de Comptabilité et de Gestion (DCG) est un diplôme très recherché et très prisé sur le marché du travail dans la mesure où il requiert une approche pluridisciplinaire tant dans le domaine de la comptabilité, de la gestion, de la fiscalité que dans les matières juridiques.

Le DCG se prépare sur une période de trois années, et est composé de 13 matières parmi lesquelles on retrouve l'introduction au droit, le droit des sociétés, le droit social, le droit fiscal, la comptabilité générale et approfondie, la finance d'entreprise, le contrôle de gestion, l'économie, le management et l'anglais appliqué aux affaires...

Licence

Licence Economie-Gestion

Cette mention aborde le fonctionnement d'une économie (macroéconomie), le comportement des acteurs économiques (microéconomie) et les problèmes économiques contemporains. L'acquisition des outils de l'économiste (mathématiques, statistiques, informatique) représente une part importante du programme. Il existe différents parcours au sein de la licence : analyse économique, finance-comptabilité, sciences de gestion, économie et société variables selon les universités à choisir en fonction du projet professionnel.

Licence Gestion

La licence Gestion te donnera une solide formation de base à la gestion. Les enseignements dispensés permettent l'acquisition des connaissances et compétences nécessaires à la poursuite d'études en master dans les divers domaines de la gestion d'entreprise. L'insertion professionnelle est également possible directement après la licence sur des métiers variés : assistant de gestion, commercial, contrôleur de gestion, etc.

La licence est une formation généraliste clairement orientée vers le monde professionnel.

Les enseignements portent sur :

Les grandes fonctions de l'entreprise : administrative, comptable et financière, commerciale, système d'information, ressources humaines, logistique, etc...

L'environnement de l'entreprise : économique, juridique, social, marketing, sociétal, culturel, etc...

L'utilisation professionnelle des langues étrangères.

Deux stages te sont proposés sur l'ensemble du parcours, dont un de 8 semaines minimum en dernière année de licence pour t'apporter une part de professionnalisation au diplôme.

Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion (DSCG)

Le Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion (DSCG) est composé de 7 unités d'enseignement (U.E.), chacune correspondant à une épreuve, dont un stage d'une durée minimum de douze semaines donnant lieu à mémoire et à soutenance.

5 épreuves écrites : Gestion juridique, fiscale et sociale, Finance, Management et contrôle de gestion, Comptabilité et audit, Management des systèmes d'information ;

2 épreuves orales : Economie (partiellement en anglais), Relations professionnelles ;

1 épreuve écrite facultative de langue étrangère (au choix du candidat allemand, espagnol, italien).
Master

Il existe dans les IAE sept grands domaines de formations à niveau master :

Comptabilité-Contrôle-Audit

Le master en Comptabilité Contrôle Audit est un diplôme de troisième cycle universitaire se préparant en deux années. Il s'agit d'un des deux diplômes de référence dans la formation universitaire à l'expertise comptable et au commissariat aux comptes, l'autre diplôme étant le DSCG (Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion). Ces deux diplômes sont réalisés en étroite collaboration avec ces milieux professionnels

Ressources humaines

Le master Gestion des Ressources Humaines a pour objectif de :

Te former aux différents métiers et fonctions de la GRH en entreprise (privée, publique), en structures spécialisées (OPCA, cabinets de conseil, recrutement, reclassement...) et leur apporter l'expertise nécessaire à la tenue de missions spécialisées (GPEC, RPS, RSE, relations sociales...).

Te former au management des équipes : assistant RH, gestion des cadres, responsable formation, chargé de recrutement, chargé de mission, RRH, DRH, responsable emplois, manager d'unité, directeur de structure, chef de département, consultant en management / RH, responsable de service, chargé de projet...

Te former aux métiers de la formation : coach en développement, responsable d'agence, chef de service d'organisme de formation, consultant en formation, formateur-coordonateur, chef de projet de formation, ingénieur de formation, ...

Marketing-Vente-Commerce

Le Master Marketing, Vente, Commerce a pour objectif de former des spécialistes de la relation client autour des métiers du marketing, de la vente et de la communication. La première année permet d'acquérir de solides connaissances fondamentales afin d'appréhender les fonctions marketing et commerciales sous leurs différents aspects.

La deuxième année, pour répondre aux attentes du marché de l'emploi, propose des parcours portant sur les métiers (marketing et commerciaux) et sur les secteurs d'activités : services, grande consommation, business to business et digital.

Communication

Le master Communication a pour ambition de préparer aux différents métiers du secteur de la communication ou du management des médias. Il vise à former des étudiants aux fonctions stratégiques et opérationnelles du marketing et de la communication.

Logistique

Le master « Management Logistique et Stratégie » vise globalement à développer les savoir-faire et savoir-être comme :

Faire un diagnostic de la gestion d'une supply chain et formuler des propositions d'amélioration ;

Faire un diagnostic stratégique et élaborer un business plan associé aux propositions ;

Mettre en place des outils de pilotage logistique et/ou stratégique ;

Exploiter des innovations technologiques et/ou managériales et d'explorer de nouveaux schémas d'affaires.

Intégrer dans des équipes transversales, pluridisciplinaires et multiculturelles ;

Travailler à la fois en autonomie et en équipe

Participer à des activités articulant pression opérationnelle et réflexion stratégique ;

Participer à des prises de décision complexes.

Achats

Ce Master vise à former de futurs managers de la fonction Achats en mesure d'exercer de façon éthique et responsable. Aussitôt opérationnel, tu sauras évoluer dans des environnements disruptifs et internationaux, confrontés à des évolutions technologiques et géopolitiques. Tu deviendras une force de proposition et d'action constante et novatrice, face à des problématiques complexes d'approvisionnements, sur des marchés incertains et évolutifs.

Monnaie-Banque-Finance-Assurance

Le master mention Monnaie, Banque, Finance, Assurance (MBFA) vise à te donner une formation approfondie en sciences économiques et de gestion. Ce master est à la fois à orientation recherche et professionnelle. Il vise à te préparer à la connaissance des pratiques et des cultures liées aux marchés et aux institutions financières. Il combine l'analyse de la dimension contemporaine avec une approche comparative analytique, par exemple des crises financières dans le monde et dans le temps.

A l'issue de la formation, tu seras capable de :

Comprendre le contexte économique et social, et pouvoir en tirer des conséquences

Savoir analyser l'impact de mesures de politique économique sur la conjoncture économique, sur les entreprises

Comprendre et évaluer les situations de gestion dans les entreprises

Rédiger un rapport d'étude

Animer des réunions en français et en anglais

swapbook

Pour plus d'informations sur les masters en gestion, rendez-vous sur la cartographie des masters réalisée par l'ARES :

www.carto-master.org



Carto-master.org
La plateforme de référence pour le choix de Master

Bac +8

Diplôme d'Expertise Comptable

Le Diplôme d'Expertise Comptable (DEC), de niveau Bac +8, est la dernière étape du cursus de comptabilité, après les diplômes de DCG et le DSCG. C'est un diplôme obligatoire pour exercer la profession d'expert-comptable, comparable à un titre d'ingénieur ou un 3ème cycle d'études universitaires.

Le DEC est délivré aux titulaires du DSCG qui ont accompli un stage professionnel de trois ans rémunéré, sous le contrôle de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés. Les candidats en possession de cette attestation de fin de stage s'inscrivent aux trois épreuves constituant le diplôme d'expert-comptable.

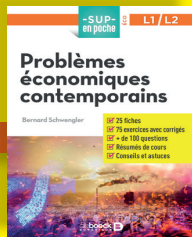
L'expert-comptable contrôle les comptes en période de bilan, établit des rapports périodiques et des comptes prévisionnels. Il synthétise les livres et les tableaux de bord des comptabilités clients ou fournisseurs, puis reprend les feuilles de paye des salariés. Il exerce également une fonction de conseil auprès des entreprises et les guide dans leur politique d'embauche, d'investissement et de développement.

SUP EN POCHE,

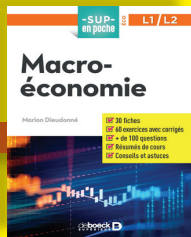
la formule magique et tout en couleurs

pour s'approprier le cours.

**-SUP-
en poche**



9782807307698 • 18 €



9782807307704 • 18 €

- L'essentiel du cours en fiches
- Exercices – corrigés détaillés - conseils



**CONCOURS FACEBOOK
SUP EN POCHE
DU 25/09 AU 20/10**

**Gagnez des livres,
des chèques culture,
des tote bags exclusifs !!**

Présentation du réseau IAE

Le réseau des IAE existe depuis 1957, co-donné par IAE France. Il est composé de 32 IAE localisés partout en France. Ces établissements permettent une suite logique aux études en licence d'économie-gestion ou de gestion. Les IAE, forts de leur modèle, se sont construits en opposition aux établissements d'Enseignement Supérieur privés. Les IAE mettent leurs travaux de recherche au service du monde socio-économique développant un rayonnement international.

Qualicert

Toute école de management pour pouvoir intégrer le réseau d'IAE France doit soumettre ses formations à un audit dans le but de l'obtention d'une certification : **la certification Qualicert**.

La certification Qualicert a été créée en 2004 à l'initiative du réseau des IAE en collaboration avec la société SGS ICS. La société réalise des audits sur tous les établissements universitaires dans le domaine du management et de la gestion qui en font la demande.

C'est une certification qui est agréée par le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie avec le soutien de la Conférence des Présidents d'Université.

Pour effectuer leurs audits, la société SGS ICS se base sur un référentiel de 350 critères répartis dans 9 rubriques développées en lien avec le réseau IAE (l'accès au référentiel est payant) :

- Des formations initiales et continues à forte valeur ajoutée
- Des équipes pédagogiques et administratives compétentes
- Une activité de recherche académique avérée
- Des modalités pédagogiques spécifiques aux sciences de gestion et du management
- Des réseaux et des partenariats avec le monde économique & social
- Une ouverture internationale
- Des formations mises en œuvre dans un contexte intellectuel et culturel stimulant
- Une information fiable en direction des étudiants et des entreprises
- L'amélioration continue de la qualité

L'audit est réalisé tous les trois ans, il garantit la qualité de certains services en termes d'enseignement et de recherche en collaboration avec les entreprises, d'accompagnement pédagogique ou encore d'ouverture à l'international.

Modalités de recrutement

Les modalités de recrutement sont diverses et variées selon l'IAE que tu souhaites intégrer. Tout d'abord l'année d'intégration va de la L2 au M1. Pour ce qui est des critères d'admissibilité, certains demandent d'avoir passé des tests de langue comme le TOEIC, le TAGE Mage, le TOEFL...

Les critères d'admission sont propres à chaque établissement. Ainsi, une analyse du dossier scolaire peut être faite, accompagnée ou non d'un entretien. Pense à regarder les prérequis de la formation souhaitée.

Intégrer un IAE : SCORE IAE MESSAGE

Pour intégrer un des instituts du réseau, il faut passer un concours : le Score IAE Message ou SIM. Ce concours permet de mesurer les compétences des candidats dans quatre domaines :

- Culture générale, économique et managériale (50 questions)
- Compréhension et expression écrite en Français (50 questions)
- Raisonnement logique et numérique (20 questions)
- Compréhension et expression écrite en anglais (50 questions)

L'épreuve est sous forme de questionnaire à choix multiples et dure 3h. Elle permet l'obtention d'une note sur 400 (100 par matière). Le résultat obtenu à ce test est certifiant pour 2 ans.

Pour plus d'information : http://www.iae-message.fr/presentation_SIM.php



Réseau professionnel

Les différents réseaux professionnels des IAE leur permettent d'avoir des taux d'insertion professionnelle très bon, avec une moyenne de 80 % à 6 mois. La proximité avec le monde socio-économique qui entoure chaque IAE permet à leurs enseignants de développer et d'enrichir les contenus des formations pour répondre aux problématiques et actualités du marché du travail. Chaque année, des stages sont proposés. Le réseau professionnel qu'entretiennent les instituts permet à leurs étudiants de favoriser l'obtention de stage et du premier emploi.

STAGE

EMPLOI

ALTERNANCE



ARES-AVENIR.ORG

La plateforme d'insertion professionnelle de l'ARES



L'ARES c'est 35 associations membres actives qui prennent part aux décisions et globalement plus de 58 associations qui se reconnaissent dans le mouvement associatif indépendant, oeuvrant au quotidien pour améliorer les conditions d'études des étudiants en sciences sociales partout en France !



Débouchés professionnels des licences Économie et Gestion par secteurs d'activités :

Comptabilité/Contrôle/Audit

Chef comptable et directeur comptable

Le chef comptable a pour mission d'animer une équipe de comptable et de superviser toutes les tâches propres à la gestion financière d'une entreprise : facturation, paie, tenue des livres comptables, etc...

Il est en mesure de rendre des comptes à la direction sur le suivi des opérations et sur la santé financière de l'entreprise. Il exerce un travail de veille permanent quant à l'actualité financière et informatique pour être à la pointe en matière de logiciels de gestion. Il est le responsable moral des activités de son unité. Le chef comptable a pour rôle de :

Manager une équipe

Coordonner les opérations comptables

Répartir les tâches entre les collaborateurs

Facturer les clients

Assurer le suivi des opérations bancaires et comp-

tables

Appliquer les orientations de la direction

Elaborer le compte de résultat et les bilans comp-

tables.

Responsable consolidation

Le responsable consolidation s'occupe donc de rassembler les comptes des différentes filiales d'un même groupe, comme s'il s'agissait d'une seule et même entreprise. L'objectif est de refléter avec exactitude la réalité économique du groupe. Rarement confiée aux débutants, cette fonction est accessible après 3 ans d'expérience en audit ou dans un service de consolidation.

Contrôleur de Gestion

Le contrôleur de gestion fournit à sa direction le résultat de ses analyses économiques et financières, nécessaires au pilotage opérationnel et stratégique de l'entreprise ou de la division à laquelle il est rattaché. En cela, il accompagne le responsable opérationnel dans la gestion de l'activité et la prise de décision.

Contrôleur interne

Le contrôleur interne identifie les risques en fonction des différentes activités de l'entreprise qui l'emploie et de leurs évolutions réglementaires. Il élabore le planning des contrôles avec sa direction, il intervient sur les analyses comptables, la préparation de documents nécessaires à l'audit interne et externe, la réalisation des clôtures comptables mensuelles, l'analyse et la validation du chiffre d'affaires mensuel par exemple. Mais le contrôle interne ne se limite pas aux seuls processus comptables et financiers. Avec un réel souci d'expertise et de rigueur, il vérifie le respect des procédures en vigueur ainsi que l'existence et la qualité des contrôles de premier niveau effectués par l'entité contrôlée.

Auditeur interne

L'auditeur interne a pour mission d'aider l'entreprise à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques et de contrôle interne, son organisation, et en faisant des propositions pour renforcer son efficacité.

Auditeur externe

L'auditeur externe prend en charge des dossiers de certification des comptes. Son travail consiste à dres-

ser un état des lieux financier d'une structure dans un délai imparti. Pour mener à bien sa mission, il va partir à la rencontre des acteurs clés de la société qui fait appel à ses services. Cette étape est essentielle pour comprendre son organisation, les procédures en vigueur et détecter les risques pouvant peser sur son état financier.

Il examine ensuite à la loupe le budget de l'entreprise, et réunit tous les documents attestant les recettes ou dépenses. Il établit alors son diagnostic avant de remettre sa synthèse à son client.

Dans le cadre d'un audit contractuel (l'entreprise envisage le rachat d'une société ou rencontre un problème dans son système d'information), il peut proposer ses recommandations et aider à la prise de décisions.

Dans le cadre d'un audit légal (certification des comptes au regard de la loi), l'intervention de l'auditeur répond à un calendrier précis, en aucun cas il ne s'imisce dans la gestion de l'entreprise.

Commissaire aux comptes

Les commissaires aux comptes sont en charge du contrôle légal des documents comptables d'une société. Ils sont nommés pour six exercices avec pour objectif principal de vérifier la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes qu'ils attestent dans un rapport soumis aux actionnaires ou associés qui approuvent les comptes en assemblée générale. Les CC sont responsables civilement et pénalement, tant à l'égard de la société que des tiers, des conséquences dommageables des fautes et négligences qu'ils commettent. Leurs obligations ne sont que de moyens et pas de résultat.

Expert-Comptable

Le cœur de métier de l'expert-comptable consiste à certifier les comptes des entreprises. Il appose sa signature au bilan de l'entreprise, ce qui signifie qu'il se porte garant de la véracité des procédures comptables utilisées. Ce sont ses qualifications en comptabilité et sa haute technicité qui lui permettent d'exercer cette fonction de contrôle. Néanmoins, les prestations de l'expert-comptable varient selon les clients. Pour des artisans, des commerçants, des professions libérales, il peut tenir la comptabilité de A à Z. Pour une structure plus importante, possédant un service comptable, il vérifie et fiabilise les comptes annuels.

Directeur financier

Le directeur financier supervise l'ensemble des fonctions de comptabilité, gestion, trésorerie, fiscalité et communication financière. Il pilote la stratégie financière et budgétaire de l'entreprise, la politique d'investissement et de développement des directions, en visant des gains de compétitivité.

Trésorier

Le trésorier est la personne qui est en charge de la gestion de l'argent disponible dans une entreprise. Il peut avoir à administrer des emprunts ou des placements mais, plus généralement, le trésorier contrôle les entrées et les sorties d'argent de son entreprise. La responsabilité du trésorier est de rentabiliser au maximum l'argent dont dispose l'entreprise qui l'emploie.

Risk Manager

Le risk manager conseille la direction générale sur la meilleure façon de gérer les risques fortuits (accident, incendie, vol...) et les dangers liés à des décisions stratégiques (lancement d'un produit, programme d'investissement...). En ligne de mire, il s'agit de réduire

l'impact financier de tous les événements aléatoires qui pourraient survenir. Sa mission : garantir la sûreté juridique et financière de l'entreprise. Pour cela, le risk manager traque et quantifie la totalité des risques inhérents à l'activité de celle-ci.

Ressources humaines

Directeur des ressources humaines

Le directeur des ressources humaines a pour mission de définir la stratégie ressources humaines de l'entreprise, puis, après validation par la direction générale, de la piloter et d'en suivre la réalisation.

Responsable des ressources humaines

Le responsable des ressources humaines assure tout ou partie du développement et de la gestion administrative des ressources humaines pour une population donnée (fonction, site, établissement, région...). Il apporte son expertise RH aux opérationnels.

Responsable recrutement

Le responsable du recrutement définit et applique la politique de recrutement de l'entreprise en identifiant et en attirant les candidats dont les compétences et le potentiel correspondent aux besoins. Il veille à accompagner leur intégration.

Responsable des relations avec les écoles ou campus manager

Le responsable relations écoles organise et anime la communication de l'entreprise en direction des grandes écoles et universités dans le but d'identifier, de sélectionner et surtout d'attirer les jeunes diplômés.

Responsable formation

Le responsable formation définit, construit et pilote la politique de développement des compétences des salariés en lien avec les objectifs stratégiques de l'entreprise.

Responsable gestion des carrières

Le responsable de la gestion des carrières pilote l'employabilité des salariés ou leur mobilité en veillant à concilier leurs compétences et leurs souhaits d'évolution avec la stratégie et les besoins de l'entreprise.

Responsable diversité

Le responsable de la diversité est chargé de promouvoir la diversité et la prévention des discriminations au sein de l'entreprise par des actions de sensibilisation et la mise en œuvre de projets.

Responsable rémunérations, compensations, bénéfices

Le responsable des rémunérations et avantages sociaux coordonne, harmonise, oriente, ajuste la politique de rémunération de l'entreprise et conseille les opérationnels dans son application.

Responsable des relations sociales

Le responsable des relations sociales représente l'entreprise dans les négociations avec les différentes instances représentatives du personnel ; il est garant du climat social.

Responsable SIRH (Système d'Information et de gestion des Ressources Humaines)

Référent sur les systèmes d'information de l'entreprise, le responsable SIRH fait le lien entre les besoins de la DRH en matière de système d'information et la DSI qui gère la maîtrise d'œuvre et permet ainsi l'automatisation de certaines tâches de gestion RH.

Auditeurs sociaux

L'auditeur social contrôle l'état des relations entre les différents partenaires sociaux d'une entreprise (salariés et direction générale). Son travail est avant tout un travail d'observation et d'écoute. Il analyse la qualité de l'environnement de travail, le comportement des salariés ainsi que leur capacité à s'adapter au changement. Il contrôle également le respect du règlement au sein de l'entreprise et le bon déroulement de la communication interne. Il peut être rattaché à la direction de l'entreprise ou travailler au sein d'un cabinet d'expertise et intervenir pour une mission ponctuelle. A l'issue de son examen, il formule des recommandations pour améliorer la qualité de la gestion des ressources humaines, tant au niveau quantitatif que qualitatif.

Chasseur de tête

Le chasseur de têtes est un recruteur qui recherche des profils rares, précis et de haut niveau (cadres et cadres supérieurs) en France et à l'étranger. Il exerce pour le compte d'entreprises. Le chasseur de tête a pour missions de :

*Evaluer les besoins de l'entreprise
Interroger les bases de données et les CVthèques
Déposer des annonces d'emploi sur les sites spé-*

cialisés

*Contacter les candidats
Faire passer des entretiens aux candidats sélectionnés*

Proposer des candidats à l'entreprise

Organiser les rencontres et les entretiens avec l'employeur

Consultant en reclassement ou outplacement

Le consultant en accompagnement prend en charge, à la demande d'une entreprise ou d'un individu, tout ou partie de l'accompagnement professionnel d'un ou plusieurs salariés.

Consultant en conduite de changement

Le consultant en conduite de changement diagnostique les insuffisances d'organisation au sein d'une entreprise. En fonction de la demande qui lui a été faite, il préconise les améliorations à apporter.

Pour ce faire, il étudie d'abord la structure de l'entreprise, afin d'en comprendre l'organisation et de déterminer les compétences du personnel. Un pro-



DIPLÔMÉS IAE
RACONTEZ-NOUS VOTRE PARCOURS

IAE FRANCE
Écoles Universitaires
de Management

cessus de production, d'archivage, ou un système d'information par exemple, peuvent faire l'objet d'une étude systématique pour évaluer leur efficacité et identifier les problèmes potentiels. Le consultant relève les points faibles, les goulets d'étranglement et les procédures inadéquates, puis mesure l'impact des évolutions potentielles du système sur l'organisation et le travail des employés.

Marketing/Ventes/Commerce

Chef de produit

Le chef de produit gère la vie d'un produit, de sa conception à sa distribution, en étant l'interface de l'ensemble des services et prestataires concernés : fabrication, gestion, promotion...

Chargé de secteur

Le chef de secteur (également appelé chef de marché / responsable de secteur) a pour mission de développer le chiffre d'affaires et la part de marché de ses produits sur son secteur en veillant à respecter la politique commerciale définie au siège.

Chargé d'études de marché

Un chargé d'études marketing collecte, exploite et analyse l'ensemble des données qualitatives et quantitatives d'un marché et contribue à orienter les décisions stratégiques, notamment marketing, de l'entreprise.

Responsable marketing interactif

Les activités du responsable du marketing et de la communication interactive sont liées au développement de la vente en ligne. Elles nécessitent la maîtrise de compétences empruntées au marketing direct, à la communication, à la publicité, aux techniques de vente et de l'informatique.

Chef de marque

Le chef de marque gère et développe une marque de produits : produits, cohérence de la gamme, communication, distribution...

Directeur marketing

Le directeur marketing a pour missions de concevoir, de mettre en œuvre et d'animer la politique marketing de l'entreprise en cohérence avec la stratégie générale de l'entreprise.

Communication

Community manager

Le community manager (animateur de communautés web) a pour mission de fédérer les internautes via les réseaux sociaux autour de pôles d'intérêts communs (marque, produits, valeurs...), d'animer et de faire respecter les règles éthiques des communautés. Il définit des contenus pour chaque cible (images, vidéos, articles, jeux concours...), planifie la production, publie et anime les réseaux sociaux et évalue l'efficacité des actions. Il contribue ainsi à développer la présence de la marque sur Internet.

Chargé de communication événementielle

La mission du chargé de communication événementielle est de communiquer au maximum, en interne comme en externe, sur un événement quel qu'il soit (congrès, forum, foire, salon, tournoi...), le tout en un minimum de temps. Sa mission consiste à :

Concevoir un plan de communication pour atteindre le public visé

Choisir les supports de communication qui seront utilisés
Créer les décors du site sur lequel aura lieu l'événement
Rédiger et diffuser des tracts, des messages
Établir et gérer le budget alloué à la communication autour de l'événement
Superviser, éventuellement, une équipe
Faire de la veille technologique sur les outils et techniques de communication

Responsable de communication interne

Le chargé de communication interne a pour mission de relayer la stratégie de l'entreprise auprès de ses salariés, d'accompagner le changement et de promouvoir en interne l'image et les valeurs de l'entreprise.

Attaché de presse

L'attaché de presse a pour mission de transmettre aux différents médias les informations de l'entreprise ou du client qui l'emploie. Il doit s'assurer que ses messages soient repris dans la presse, à la radio, à la télévision ou sur des sites web. Ses tâches comprennent :

La sélection des actualités et actions de son commanditaire
La rédaction des communiqués et dossiers de presse à transmettre aux journalistes
La relance des journalistes pour s'assurer de la transmission des informations dans la presse
L'organisation de conférences de presse pour faire passer une information à plusieurs journalistes
L'entretien des contacts réguliers avec les journalistes à travers des déjeuners de presse, voyages de presse, etc.
Les piges presse pour comptabiliser les articles mentionnant l'actualité transmise et mesurer les retombées médiatiques

Chef de publicité

Le chef de publicité a pour mission, dans le cadre d'un budget défini, de concevoir et de déployer des campagnes publicitaires, sur un ou plusieurs médias. Il est responsable de l'identité de la marque, du respect des plannings et des budgets alloués.

Journaliste d'entreprise

Le journaliste d'entreprise participe à la stratégie de communication institutionnelle de l'entreprise. Il a en charge la rédaction d'articles, d'interviews et de reportages diffusés sur différents supports (print, web).

Media planner

Dans le cadre d'un budget défini par son client, le média planner doit déterminer quels sont les médias les plus efficaces (radio, télévision, presse, web, téléphonie mobile...) pour atteindre au mieux les publics visés par la campagne publicitaire. Il réfléchit également aux horaires les plus adéquats, à la fréquence et à la durée des passages de la campagne.

Directeur de communication

Le directeur de la communication a pour mission de promouvoir l'image de l'entreprise auprès de son environnement. Il définit la stratégie de communication globale de l'entreprise et pilote sa mise en œuvre à l'échelle nationale ou internationale.

Logistique

Responsable gestion de la flotte

Le responsable de flotte utilise au mieux l'ensemble des moyens de transport, assure l'organisation de la maintenance et la conformité des réparations aux ré-

gements en vigueur.

Responsable des stocks

Il gère et optimise la gestion des stocks (entrées et sorties des marchandises) pour minimiser le niveau de stocks sans risquer la rupture. En liaison étroite avec les fournisseurs et les transporteurs, il conçoit et coordonne l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement dans les délais impartis. Il met en place le stockage des produits (surface, rangement, rotation des produits) en fonction des services commerciaux et de la demande des clients. Il supervise le traitement des commandes en veillant au respect des coûts et des délais. Il est le garant de la disponibilité des marchandises.

Responsable d'entrepôt

Le responsable entrepôt exerce le «cross docking». Il doit alors être capable de stocker et de livrer en temps voulu les marchandises d'un client et de prendre en charge la gestion et l'administration des moyens matériels et des équipes.

Responsable qualité, hygiène, sécurité et environnement

Le responsable QHSE (Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement) a pour mission de réduire et de contrôler les risques industriels au sein d'une entreprise. Dans ce cadre, il est garant de l'environnement

de travail des salariés et du site de production.

Analyste logistique

Le rôle de l'analyste logistique est de suivre l'adaptation des chaînes de flux physiques pour qu'elles soient réactives et permettent la maîtrise des délais, des coûts et le respect des normes de qualité.

Ingénieur logistique

L'ingénieur logistique a la main sur toute la partie logistique de l'entreprise, de la stratégie à l'opérationnel. Il a pour mission de trouver des fournisseurs fiables, d'établir des réseaux de distribution puis de gérer les approvisionnements, les stocks ainsi que les équipes.

En plus de cela, il devra également garder un œil sur les comptes de la chaîne logistique et sera le contact privilégié des fournisseurs comme des clients.

Directeur supply chain

Le responsable de la supply chain conçoit et organise les stratégies de gestion des flux de matières premières, de produits finis ou semi-finis, depuis l'approvisionnement jusqu'à l'expédition vers les clients avec un objectif constant d'optimisation du rapport coût-qualité-délais.

ZOOM SUR :

Les catégories de la fonction publique :

Catégorie A

La catégorie A impose au candidat d'être en possession d'un diplôme sanctionnant un niveau bac + 3 et/ou bac + 4 ou équivalent.

Elle regroupe le personnel d'encadrement, de conception et de direction, et les « hauts » fonctionnaires : magistrat, directeur d'hôpital, greffier en chef, inspecteur du Trésor public, des douanes ou des impôts, etc. En font également partie les enseignants. Il faut savoir que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le personnel de catégorie A représente 44 % de la totalité du personnel de la fonction publique d'Etat (14 % dans la fonction publique hospitalière et 8 % dans la fonction publique territoriale). C'est donc la catégorie qui emploie le plus de personnes, et non la catégorie C.

Catégorie C

Les concours de catégorie C ne nécessitent pas obligatoirement d'avoir un diplôme, mais en règle générale, il faut posséder un diplôme sanctionnant un niveau 3e (BEP, CAP, BEPC, etc.).

Les métiers concernés ici sont des métiers d'exécution. Ce sont notamment les adjoints administratifs, les gardiens de la paix (sauf à relever la réforme citée ci-dessus), les gendarmes, les agents de constatation des douanes ou des impôts, les agents de recouvrement du Trésor public, etc.

30 % environ des fonctionnaires sont des agents publics de catégorie C dans la fonction publique d'Etat, mais 79 % dans la fonction publique territoriale

Catégorie B

La catégorie B nécessite, elle, d'avoir obtenu un diplôme de niveau bac à bac + 2 (Deug par exemple, BTS, diplôme d'infirmier, etc.), bac + 3 (licence par exemple) ou équivalent.

Elle concerne le personnel de secrétariat, de rédaction, de contrôle et de gestion. Ce sont, par exemple, les secrétaires administratifs, les rédacteurs territoriaux, les contrôleurs des impôts, des douanes ou du Trésor public. Ce sont également les lieutenants de police (les anciens « inspecteurs de police ») ou encore les inspecteurs du permis de conduire.

Achats

Chef de rayon

Le chef de rayon (appelé aussi manager de rayon) est responsable d'une famille de produits : boulangerie, fruits, viandes, électronique...

Tel un chef d'entreprise, ce pro de la "grande distribution" organise, en toute autonomie, la vie de ses rayons. Il supervise la gestion des réserves (vérification des prix et des commandes, réception des marchandises), afin d'éviter les surplus et les ruptures de stock. Il s'assure aussi du bon approvisionnement des linéaires (autre nom donné au rayon). Tout cela, avec un œil rivé sur les chiffres des ventes.

Dans certaines enseignes, il peut participer au choix des produits et à la sélection des fournisseurs. Le chef de rayon a une âme de manager : il encadre et participe à la formation de son équipe (vendeurs, approvisionneurs...), en martelant, du matin au soir, les objectifs à atteindre.

Acheteur

Le ou la responsable achats négocie et conclut les achats de tout produit ou service, nécessaire à la production de l'entreprise et à son bon fonctionnement, aux meilleures conditions de qualité, prix et délais. Il ou elle contribue à assurer une meilleure rentabilité de la production

Finance/Banque/Assurances

Gestionnaire d'actifs

Le gestionnaire d'actifs est chargé par son client de gérer en son nom un portefeuille, c'est-à-dire d'en optimiser les placements. Le client peut être un particulier ou un investisseur institutionnel, comme un fonds de pension. Dans la limite des principes de placement définis, il décide de l'achat ou de la vente de titres.

Gestion de portefeuille

Le gérant de portefeuille fait fructifier des portefeuilles composés de différents produits financiers tels que des actions ou des obligations. Il peut le faire pour un client ou encore pour l'entreprise, la banque ou la compagnie d'assurances dans laquelle il travaille. Avant d'acheter ou de vendre, il s'informe sur la vie des sociétés et l'évolution de la Bourse.

Responsable conformité

Le chargé de conformité - déontologue participe à la mise en place et à la bonne application des règles et codes de déontologie en vigueur au sein de son établissement bancaire : surveillance des opérations passées en salle de marché, vérification de la conformité avec la réglementation en vigueur et les procédures internes.

Chargé de clientèle particuliers

Le chargé de clientèle a pour mission de vendre les produits et services de son établissement. Carte bleue, plan d'épargne logement, contrat d'assurance-vie... Il assume des fonctions à la fois techniques et commerciales. Il doit mettre en place des opérations de placement et de crédit. A ce titre, il conseille son client en fonction de ses besoins, effectue des analyses financières, et développe une approche globale des problèmes patrimoniaux de son client avant, si besoin est, de l'orienter vers un spécialiste.

Chargé de clientèle professionnels

Le chargé de clientèle a pour mission de conseiller, gérer et fidéliser un portefeuille de clients à qui il vend des produits et/ou des services bancaires ou

financiers. Le chargé de clientèle professionnels est le conseiller bancaire des artisans commerçants, des professions libérales, des gérants de microentreprises à la différence du chargé de clientèle entreprises qui s'occupe des PME/PMI ou des entreprises de taille plus importante.

Responsable d'agence

Le directeur d'agence bancaire ou responsable d'agence bancaire anime, développe, organise et gère un centre de profit. Il met en œuvre la politique commerciale de l'établissement et définit les objectifs de ses collaborateurs. Il s'assure du bon fonctionnement de l'agence, tant au niveau de l'accueil des clients que de la sécurité.

Analyste de crédit

L'analyste de crédit bancaire est chargé d'étudier et de mettre en forme les demandes de crédit faites à sa banque et de déterminer les conditions commerciales les plus adaptées et conformes à la politique de crédit.

Analyste financier

L'analyste financier étudie les entreprises pour se faire une opinion de leur valeur, anticiper leur évolution et établir des recommandations d'achat ou de vente auprès d'investisseurs boursiers.

Opérateur de marché

L'opérateur de marché ou Trader exécute des opérations financières de couverture, de placement ou de spéculation, pour le compte de son établissement (banque, société de bourse, courtier) ou pour sa clientèle (grandes entreprises, collectivités publiques, institutionnels...) ; il achète et vend au meilleur prix en fonction des cours de la bourse et de l'anticipation des ventes potentielles des vendeurs.

Gestionnaire back-office

Le responsable back office supervise le traitement des transactions, opérations, flux, réalisés au sein de la banque. Il contrôle les procédures et traitements administratifs (confirmation, règlement, livraison) des opérations conclues par le front office sur les marchés financiers, monétaires et de devises, nationaux et internationaux, ou par les commerciaux dans les agences. Il veille à améliorer les délais et sécuriser les procédures.

Responsable du middle office

Au sein d'une BFI, le responsable du middle office (salle des marchés ou financements spécialisés...) est le facilitateur entre l'opérateur de marché et le back office qui assure la gestion administrative de toutes les transactions effectuées. Par ailleurs, il a la responsabilité de la vérification des transactions effectuées par le front office et du contrôle des risques. Dans une banque de détail, le middle office apparaît comme un facilitateur au service du client, et une interface entre les commerciaux et le back office.

Courtier d'assurance

Le courtier en assurance aide ses clients, particuliers et professionnels, à choisir des assurances. Le courtier d'assurances ne vend pas directement l'assurance, il conseille ses clients pour choisir l'assurance la mieux adaptée à leurs besoins. Le courtier en assurance doit donc très bien connaître le marché de l'assurance. Il bénéficie d'un statut de commerçant et doit être inscrit au registre du commerce. Il peut être spécialisé dans certains domaines de l'assurance comme les personnes ou les biens.

Agent général d'assurance

L'agent général aide ses clients à formuler leurs besoins en matière de protection des biens et des per-

sonnes. Il leur propose des formules adaptées à leur besoin en tenant compte des modifications qui interviennent dans leur vie (mariage, achat immobilier...). Il s'efforce de fidéliser sa clientèle et prospecte en permanence de nouveaux marchés. Pour développer son affaire, il tisse des liens étroits avec les acteurs de la vie économique locale (chambres professionnelles, collectivités, industriels...)

Conseiller en assurance

Le conseiller en assurances vend des produits d'assurance à des particuliers et des professionnels parfois sur des sujets sensibles tels que la maladie, la dépendance ou la fin de vie. L'organisation de son travail dépend de la société qui l'emploie, des effectifs en place et de son mode de travail (nomade ou sédentaire).

Actuaire

Chargé de concevoir et/ou de modifier les contrats d'assurance, ou de mesurer les risques encourus par sa société, l'actuaire se livre à de savants calculs avec un objectif triple : maîtriser l'aléatoire, minimiser les pertes financières et dégager des bénéfices.

Expert métier

Le consultant métier aide le client dans l'expression du besoin, la réalisation de l'étude préalable et l'analyse d'opportunité. Il rédige le cahier des charges, conçoit la solution fonctionnelle, conduit le projet, coordonne les différents acteurs et anime les réunions. Il valide la production de la maîtrise d'œuvre et il est le support auprès des utilisateurs.

Consultant en système d'information

Expert technique, le consultant en systèmes d'information intervient à la demande d'une entreprise pour améliorer ses systèmes d'information : serveurs, bases de données, logiciels de gestion...

Consultant en fusion et acquisition

Aussi appelé chargé d'affaires ou analystes en fusion-acquisition, le conseiller en fusion-acquisition a pour mission d'accompagner son employeur (client de son cabinet, banque, entreprise...) dans le proces-

sus de développement de montages financiers complexes, comme l'introduction en bourse, la fusion, l'achat ou la vente de société.

Fonction publique

Fonction publique d'Etat

Les emplois de la fonction publique d'État se répartissent entre les administrations centrales de l'État et les services déconcentrés.

Il s'agit dans le premier cas des services centraux des ministères, situés généralement à Paris, ayant en charge la conception et la coordination des actions de l'État au niveau national.

Dans le deuxième cas, ils concernent les actions de l'État au niveau de la région et du département (préfectures, rectorats, directions départementales...).

De nombreux fonctionnaires exercent leurs fonctions dans les établissements publics d'enseignement (universités, lycées, collèges), ainsi que dans les établissements publics administratifs rattachés aux différents ministères.

Fonction publique hospitalière

Les employeurs hospitaliers sont :

Les établissements publics de santé (centres hospitaliers régionaux et universitaires ; centres hospitaliers)

Les établissements publics sociaux et médico-sociaux (établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance ; établissements publics prenant en charge des mineurs ou adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation ou atteints de pathologies chroniques ; établissements publics prenant en charge des personnes ou des familles en difficulté ou en situation de détresse ou des demandeurs d'asile ; maisons de retraites publiques dont les personnels ne relèvent pas de la fonction publique territoriale).

ZOOM SUR :

Le Réseau Alumni

Le réseau Alumni est un réseau d'association d'anciens élèves, qui met à disposition différents outils, tel qu'un annuaire en ligne, une plateforme d'offre de stage et d'emploi ou encore un système de parrainage entre anciens et étudiants.

Il existe de nombreuses associations d'anciens élèves en France qui ont pour but de rassembler tous les anciens élèves d'un établissement d'enseignement supérieur. Cela permet de mieux connaître les parcours des anciens élèves de votre formation et d'avoir un réseau de contacts.



La mobilité dans l'Enseignement Supérieur

Etudes des langues à l'université :

Souvent, les trois heures de cours de langues par semaine dispensées dans les facultés ne permettent pas de progresser et ne sont pas suffisantes pour postuler à un départ à l'étranger, ou encore valoriser ton CV.

C'est pour cela que l'on retrouve différentes certifications permettant d'évaluer les niveaux de langues des étudiants. Mais quelles certifications doit-on choisir ? On va essayer de te donner les clés pour comprendre en quoi elles consistent, et pour t'aider à choisir celles qui te conviennent.

CLES

Le certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur (CLES) est une certification d'Etat accréditée par le Ministère de l'Éducation nationale qui permet d'évaluer tes compétences dans une ou plusieurs langues. Le CLES permet de faire certifier tes compétences opérationnelles de communication dans une langue donnée.

Il s'adresse aux étudiants engagés dans une formation de l'enseignement supérieur conduisant à la délivrance d'un diplôme ou d'un titre reconnu par l'Etat, quelle que soit leur année d'étude, dès lors qu'ils ne sont pas spécialistes de la langue de la certification CLES à laquelle ils souhaitent se présenter.

Le CLES est une certification sans limite de validité. Cependant, elle atteste des compétences du candidat à un moment précis, ce qui signifie que la date d'obtention du certificat est un élément qui pourra être pris en compte.

Le CLES se décline en trois niveaux : CLES B1, CLES B2 ou CLES C1. Tu pourras choisir le niveau de qualification qui te convient.

Toutes les informations ici : <https://www.certification-cles.fr>



TOEIC

Le TOEIC teste tes capacités d'expression en anglais, particulièrement dans un contexte commercial. C'est un diplôme très recherché par les entreprises car il prouve aux recruteurs que ton niveau d'anglais est suffisamment bon pour travailler avec des clients ou des collègues anglophones. Les scores du TOEIC restent généralement valables pendant deux ans.

Toutes les informations ici : <https://www.ets-global.org/fr/Fre/Tests-et-preparation/Les-tests-TOEIC>

TOEFL

Le Test of English as a Foreign Language (TOEFL) ou Test d'anglais langue étrangère est un test payant qui permet d'évaluer tes aptitudes à utiliser et comprendre la langue anglaise dans un contexte universitaire pour ceux dont ce n'est

pas la langue maternelle. Ce test est notamment utilisé par des universités américaines, canadiennes, anglophones ou anglaises pour l'admission d'étudiants étrangers.

C'est l'examen d'anglais le plus connu et le plus reconnu à travers le monde. On peut passer le TOEFL sur Internet ou en personne. Le diplôme du TOEFL reste valable pendant deux ans.

Toutes les informations ici : <https://www.ets.org/fr/toefl>



IELTS

L'International English Language Testing System (IELTS), ou Système d'évaluation en langue anglaise internationale, est un test international de la langue anglaise géré en commun par l'université de Cambridge, le British Council et l'organisation australienne IDP Education Australia. Il est un substitut au test standardisé d'anglais qu'est le TOEFL. Il est d'ailleurs préféré à celui-ci, car il est plus fiable.

Il est accepté par la majorité des universités dans les pays anglophones.

Toutes les informations ici : <https://www.ielts.org>

La mobilité pendant les études supérieures

Pourquoi partir ?

Pourquoi rassembler tes affaires, prendre l'avion ou le train, partir loin de ta famille et de tes amis ? Parce que ça apporte énormément de choses. Si tu souhaites découvrir de nouvelles cultures, apprendre ou t'améliorer dans des langues étrangères, acquérir une réelle autonomie et indépendance, rencontrer des étudiants venant du monde entier, partager des moments inoubliables avec des amis de voyage, visiter des villes aux noms qui vous font rêver, alors partir à l'étranger est fait pour toi ! L'Union Européenne via le programme Erasmus + te donne la chance de saisir cette opportunité et de te confronter à l'inconnu au-delà des frontières françaises.

Chaque année, c'est plus de 37 000 étudiants qui partent chaque année via le programme Erasmus +. Grâce au système LMD et à l'harmonisation des crédits ECTS au sein de toutes les universités européennes (des Etats signataires du processus de Bologne), il t'est désormais possible d'effectuer une partie de ta licence en France, partir faire un séjour à l'étranger, valider ta licence à l'étranger, puis postuler pour un master en France tout comme dans un autre pays européen. Il t'est également possible de faire un master avec ce même programme.

Tout étudiant inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur titulaire de la charte universitaire Erasmus ou ayant signé des conventions avec d'autres universités étrangères peut prétendre à partir ! Beaucoup d'étudiants choisissent de partir à l'étranger via un des programmes proposés par leur université. C'est le moyen le plus simple et le plus encadré pour l'étudiant.

Les différents programmes d'échange

ERASMUS +

Le programme Erasmus + est le programme d'échange européen le plus en vogue dans les universités françaises.

Erasmus + est le nouveau programme de l'Union Européenne pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport pour la période 2014-2020. Il fait suite au programme d'échange Erasmus depuis 2014 et a fêté ses 30 ans d'existence cette année et ses cinq millions d'étudiants et d'enseignants envoyés à l'étranger.

Erasmus + vise à renforcer les compétences et l'employabilité des jeunes.

De nombreuses informations sont disponibles sur le site : www.agence-erasmus.fr

La réussite du programme de master conjoint débouche sur la délivrance d'un diplôme commun (c'est-à-dire un diplôme unique délivré par au moins deux établissements d'enseignement supérieur issus de différents pays membres du programme et pleinement reconnu dans ces pays) ou de diplômes multiples (deux diplômes nationaux, ou plus, délivrés par deux établissements d'enseignement supérieur issus de différents pays membres du programme et pleinement reconnus dans ces pays).

La liste des Masters conjoints Erasmus Mundus : https://eacea.ec.europa.eu/erasmus-plus/library/emjmd-catalogue_en

ERASMUS Mundus

Erasmus Mundus est un des sous-programmes du programme Erasmus +, il permet aux étudiants en master et en doctorat d'accéder à des formations d'excellence au sein des universités européennes. Ce programme vise à développer l'interculturalité ainsi qu'à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Un master conjoint Erasmus Mundus (MCEM) est un programme d'étude international intégré de haut niveau comportant 60, 90 ou 120 crédits ECTS, dispensé par un consortium international d'établissements d'enseignement supérieur de différents pays et - le cas échéant - d'autres partenaires enseignants ou non-enseignants dotés d'une expertise et d'un intérêt spécifiques dans les domaines d'étude/professionnels couverts par le programme commun

Autres programmes

Il existe d'autres programmes qui permettent de partir étudier à l'étranger, mais les possibilités diffèrent selon les universités. En effet, elles dépendent des conventions signées par votre université. Il vous est conseillé de vous rapprocher de vos responsables du département des relations internationales pour avoir plus d'informations.

Construction d'un CV

Lors de la rédaction de ton CV, il y a quelques règles de base à respecter. Tout d'abord un CV ne doit pas dépasser une page.

Ensuite ton CV doit être sobre et professionnel tout en étant visuel, mais attention à ne pas trop en faire car un CV qui joue trop sur la forme peut faire disparaître le fond.

Privilégie des polices simples avec une petite taille.

Fais également attention aux fautes d'orthographe et aux tabulations, les décalages dans les retraits sont difficilement pardonnés car cela montre un manque de maîtrise de Word.

Enfin un CV qui est envoyé par mail ou déposé sur une plateforme doit être envoyé sous le format PDF afin d'éviter les décalages dus à l'ouverture avec un logiciel différent.

Comment analyser son CV

Pour rédiger un CV il faut savoir qui l'on est, ce que l'on veut et connaître l'entreprise pour laquelle on postule.

Ensuite tu dois faire le point sur tes expériences et tes aptitudes. Tu pourras alors faire ressortir 5 points de ta personnalité qui sont importants dans le milieu professionnel.

Il faut également définir tes compétences, une compétence correspond à quelque chose que tu sais faire et que tu peux mettre au service d'une entreprise. Par exemple, en management on retrouve des compétences telles qu'animer des réunions, planifier et coordonner les actions d'une équipe, gérer un projet, suivre les indicateurs et décider des actions à mener.

Pour faire le bilan de tes compétences tu peux te rendre sur le site du PEC : www.pec-univ.fr



Informations contenues dans un CV

Titre : Poste auquel tu candidates

Prénom

Photo neutre et récente : attention à ton look

Adresse Postale

Téléphone

Adresse mail (ex: nom.prénom)

Age

Permis

Expériences professionnelles :

Pour chaque emploi exercé, tu dois faire apparaître les informations suivantes : date, poste, type de contrat, nom de l'entreprise et localisation, mais attention à mentionner le poste avant le type de contrat.

Le CV chronologique donne la liste de tes expériences de la plus ancienne à la plus récente. Elle est préconisée pour des personnes ayant peu d'expériences professionnelles.

Le CV anti-chronologique valorise au contraire ta der-

nière expérience puisqu'il « remonte le temps ». Il renforce l'impression de cohérence de ton parcours professionnel.

Le CV fonctionnel (ou thématique) permet de démontrer que tu maîtrises plusieurs « fonctions » ou domaines de compétences (commerciale, administrative, etc.). Il faut classer chacune d'elles selon leur importance respective dans le poste à pourvoir, et donner le détail des activités correspondantes.

Formation :

Cette rubrique comprend essentiellement votre niveau d'études et le diplôme qui valorise le plus l'objectif professionnel et les formations complémentaires en lien direct avec le même objectif.

Compétences et Connaissances spécifiques :

Vous devez faire apparaître sur votre CV les compétences que vous avez et qui vous semblent en rapport avec le travail recherché.

Pour cette partie, même si tu es jeune, cela ne veut pas dire que tu n'as pas de compétences, il faut que tu valorises tout ce que tu as fait donc réfléchis à tes expériences extra-scolaires.

Loisirs :

Placée à la fin, elle sert fréquemment de sujet de conversation aux recruteurs qui apprécient nous entendre parler de ce nous aimons.

Les autres types de CV

CV par compétences

Ce type de CV met en avant les compétences professionnelles maîtrisées et convient à des profils juniors qui ont peu d'expérience ou des profils séniors avec plusieurs expériences différentes qui ont besoin de recentrer leurs compétences utiles pour le poste désiré.

La structure est la même que pour un CV classique, seules les compétences remplacent les expériences, ces dernières viendront à la suite mais ne seront pas mentionnées, on mentionne juste les périodes travaillées, le nom de l'entreprise et le poste occupé.

CV Anglais

Le but n'est pas de traduire ton CV.

Attention aux faux amis, "Grande école" ne se traduit pas par "High School" qui veut dire lycée. Attention au pays dans lequel tu postules, les règles d'écriture ne sont pas les mêmes aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Etat Civil (Personal Data) :

Aux Etats-Unis conformément aux mesures anti-discrimination il est mal vu de préciser ton âge, ton sexe, ta situation familiale ou de joindre une photo.

En Grande-Bretagne la réglementation est moins stricte et on peut mettre son âge et son sexe.

Objectifs (Professional objective (GB) ou career planning(US)) :

Ne t'embarrasse pas de formalités et fais apparaître en tête de ton CV une ou deux lignes pour indiquer le poste auquel tu aspirés.

Formation (Education) :

N'essaie pas de traduire systématiquement tes diplômes en Anglais, il existe des diplômes qui n'ont pas d'équivalent.

Aux États-Unis ils ne sont pas très attachés à cette partie, ils sont plus intéressés par le savoir acquis sur le terrain.

Expérience professionnelles (Work experience) :

Privilégie un CV chronologique :

Les Américains ont une culture du résultat donc tu peux intégrer des résultats chiffrés. Compétences professionnelles (Professional skills / Special skills)

De même que pour le CV français, **tu peux indiquer les compétences** que tu as et que tu penses nécessaire à l'emploi auquel tu postules.

Divers (Miscellaneous)

Les recruteurs Anglo-saxon sont plus attentifs à cette rubrique que les français, la pratique d'un sport ou un engagement dans une association est considéré comme révélateur de ta personnalité.

Références (References)

Les Britanniques et les Américains sont habitués à **vérifier leurs sources** et il n'est pas rare qu'un recruteur téléphone à ton ancienne entreprise pour vérifier ton CV. Il faut donc indiquer les contacts de 2 ou 3 personnes pouvant témoigner de tes compétences.

Lexique :

Général :

CV : Résumé

Permis de conduire : Driving license

Stage : Placements (GB) Internships (US)

Dans le domaine de : A position in

Un poste de : A position as

Diplôme : Diploma

Mémoire : Dissertation topic

Bac : High School diploma (US) British A-levels (GB)

Diplôme : Degree

Ecole de Commerce : Business school

BTS : 2 year technical degree

Prépa : 2-year intensive program preparing for the national competitive exam for entry to ...

Niveau de langue : Language skills

Bilingue : bilingual

Courant : Fluent

Bonne connaissance : good skills

Connaissance de base : conversational English

Construction Lettre de Motivation :

Elle doit faire au maximum une page sous forme de lettre. Si ton écriture n'est pas très lisible, il est préférable que tu la fasses sur un ordinateur.

Une lettre de motivation pour une candidature spontanée doit être rédigée à partir des informations récoltées sur l'entreprise mais fais attention à bien vérifier tes sources.

Un lettre de motivation en réponse à une offre d'emploi doit argumenter la candidature point par point en fonction de l'entreprise, du poste et du profil recherché. Il faut savoir déceler les éléments important de l'annonce, certains critères sont indispensables alors que d'autres le sont moins.

Il ne faut pas que ta **lettre** soit trop vague, le recruteur a besoin de voir que tu as compris le poste et que tu as les compétences nécessaires donc n'hésite pas à justifier de tes compétences avec des exemples concrets.

Nom

Prénom

Adresse Postale

Téléphone

Adresse mail

Nom de l'entreprise

Adresse de l'entreprise

Monsieur, Madame,

Tu donnes d'abord la raison pour laquelle tu écris à l'entreprise dans un premier paragraphe.

Dans le second paragraphe tu présentes ton parcours et tu mets en avant ce qui va te servir dans l'entreprise. L'entreprise veut savoir ce que tu as à lui apporter.

Le troisième paragraphe quant à lui doit être plus conventionnel, c'est ici que tu parles de ton CV et que tu donnes les grandes lignes de ta carrière.

Enfin, le quatrième paragraphe est la conclusion de la lettre avec bien évidemment la traditionnelle formule de politesse mais n'oublies pas de dire que tu restes à la disposition de l'employeur pour de plus amples informations.

Signature

Pour tes recherches de stages, n'hésite pas à te rendre sur la plateforme de stage de l'ARES :
www.ares-avenir.org



Trouver son stage

Il faut tout d'abord que tu anticipes la recherche de ton stage, les étudiants réalisent de plus en plus de stages ce qui fait que la concurrence est de plus en plus rude. Il est donc important de commencer à chercher dès que tu as les dates de ton stage.

Ne te contente pas seulement des sites de recrutement, rends-toi dans les salons et les forums et rapproche-toi de ton association étudiante et de ton association d'anciens élèves.

Tous les stages doivent s'inscrire dans le cadre d'un cursus étudiant, et les stages de deux mois ou plus doivent être indemnisés à hauteur d'environ 30% du SMIC. Les entreprises peuvent proposer une rémunération plus avantageuse en fonction des responsabilités et tâches confiées, une négociation est donc possible dans la limite du raisonnable.

Les entretiens d'embauche :

La préparation en amont

Il faut que tu réalises des recherches sur l'entreprise, cherche le nom des dirigeants, l'actualité de la société.

Repère les lieux et l'itinéraire pour t'y rendre afin d'éviter d'arriver en retard.

Tu peux également t'entraîner à te présenter en quelques minutes, il faut que tu résumes ton parcours en faisant ressortir la cohérence avec le poste pour lequel tu postules.

Le Jour J

Il faut que tu soignes les détails de ton apparence

et que tu trouves une tenue adaptée à ton futur poste. Pense à prendre un agenda, une montre, des stylos, un bloc note, une copie de l'offre d'emploi et un CV et une lettre de motivation, le tout dans un sac ou un porte-documents.

Il faut que tu arrives avec 15 min d'avance pour anticiper les problèmes et montrer que tu es ponctuel.

Laisse le recruteur te présenter le déroulement de l'entretien puis présente ton parcours en commençant par ta formation puis tes expériences.

Lorsque tu parles de ta personnalité, donne des exemples concrets et appuie-toi sur ce que les autres disent de toi.

Après l'entretien tu peux renvoyer un mail pour appuyer ta motivation et transmettre des informations complémentaires demandées pendant l'entretien.

Si tu n'as pas de réponse après deux ou trois semaines, tu peux relancer ta candidature.

Outils de recherche d'emploi

ARESAvenir

ARESAvenir est la plateforme de recherche de stage et d'emploi créée par l'ARES. Grâce à ses partenaires l'ARES propose sur sa plateforme de multiples offres à destination des étudiants en sciences sociales.

Internet

Tu peux chercher sur les sites généraux comme pôle emploi ou sur les sites comme Monster mais tu peux aussi utiliser des méta-moteur comme Indeed, les réseaux sociaux professionnels comme LinkedIn, ou encore les sites des entreprises sur les onglets « recrutement »

STAGE

EMPLOI

ALTERNANCE



ARES-AVENIR.ORG

La plateforme d'insertion professionnelle de l'ARES

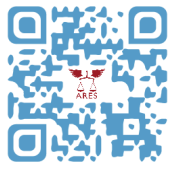
Les rencontres avec les professionnels

Il existe de plus en plus de salons et forums sur l'emploi alors n'hésite pas à t'y rendre pour rencontrer directement les professionnels.

Mobiliser son réseau de connaissance

N'hésite pas à demander autour de toi si tes amis connaissances, etc... ne connaissent pas des entreprises qui recrutent dans ton domaine.





Ne pas jeter sur la voie publique

L'ARES remercie Lexis Nexis pour l'impression de ce document

